

## Signature d'un protocole d'entente entre CHFA et Radio France Isère

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Le 8 mars dernier, au bureau du Secrétariat des affaires francophones de l'Alberta, se tenait la signature d'un protocole d'entente entre Radio France Isère et CHFA Radio-Canada Alberta. Cette entente visera à établir des liens entre les deux services régionaux de radio publique afin de porter un regard approfondi sur l'Alberta et la région de Grenoble, leurs habitants, ce qui les rapproche et ce qui les distingue.

Cette entente fait partie d'un processus d'échange chapeauté par la Communauté des radios publiques de langue française (CRPLF) qui regroupe entre autres Radio-Canada, Radio France et des stations de la Suisse et de la Belgique, et vise à favoriser des échanges qui ont pour but de mieux faire connaître les milieux respectifs des gens, et de jeter les bases d'une francophonie plus large.

La région de Grenoble a donc été choisie en raison de sa situation géographique, soit dans les Alpes françaises, qui se compare avantageusement avec l'Alberta et ses montagnes Rocheuses. Ce qui fait que les rapprochements sont faciles à faire.

Ce protocole d'entente sera élaboré autour de quatre axes principaux qui sont: information; animation; jeux-concours et multimédia. Des thématiques assez précises ont été développées autour de ces axes comme la culture de montagne, la recherche scientifique, et la culture en général. « La recherche scientifique, entre autres, parce que Grenoble est le second centre de recherche en France. Ils possèdent énormément de laboratoires et d'universités, et en plus, c'est la région où le pourcentage de diplômés universitaires est le plus élevé. Une similitude existe donc entre nos deux régions en ce qui a trait aux recherches puisque l'Alberta possède de très bonnes expertises en biochimie, en chimie pétrolière sur le cancer ou autres » nous disait M. François Pageau, chef des émissions à CHFA. « Quant à l'aspect culturel, c'est là où on retrouve



De g.à dr. M. François Pageau, directeur des émissions à CHFA Alberta, M. René Fontaine, directeur radio pour les Prairies, M. Guy Durieux, directeur de Radio France Isère, et M. Denis Ducharme, président du Secrétariat aux affaires francophones.

l'aspect francophone, et où on va échanger sur les différents aspects de notre culture ».

Le jumelage s'échelonnara sur une période de deux ans à l'intérieur desquels il y aura 6 moments forts, soit: la Semaine de la francophonie; le Festival de montagne; le Chant'Ouest; une série sur l'état de la recherche scientifique; un projet conjoint baptisé « L'école du multimédia »; un jeu-concours, et le reste du temps se passera probablement sous la forme de rendez-vous hebdomadaires, une fois la semaine, qui traiteront des réalités respectives des participants. Ces rendez-vous feront découvrir à l'auditoire respectif de chacune des stations leur coin de pays.

« En plus de faire découvrir cette région des Alpes françaises aux auditeurs d'ici, ça permettra aussi de faire découvrir l'Alberta aux quelque 100 000 auditeurs de cette station française. C'est aussi une façon de démontrer à la majorité anglophone de l'Alberta la pertinence d'avoir une radio française. En plus de parler de l'Alberta aux sept à huit millions de francophones du Canada, par le biais des émissions réseau diffusées à travers le pays, nous sommes une fenêtre ouverte sur le monde où on ne parle pas seulement des francophones de l'Alberta, mais de tous les Albertains et de l'Alberta à une autre francophonie qui compte près de 200 millions de personnes » nous ajoutait M. Pageau. « Nous voulons être le catalyseur d'autres jumelages dans la communauté et ailleurs. Si on fait découvrir les aspects économiques de l'Alberta aux

gens de cette région, et qu'ils viennent ici, ce sera bénéfique pour tous, non seulement pour les francophones mais pour tous les Albertains. CHFA est une station francophone, mais avant tout albertaine ».

Ce protocole d'entente signé entre Radio France Isère et Radio-Canada Alberta s'échelonnara sur une période de deux

ans et sera effectif à partir du 20 mars 2000, pour se terminer le 24 juin 2002. Sans savoir de façon précise encore combien d'heures de diffusion ce projet peut représenter, M. Pageau nous a par contre laissé savoir que ce sera quelque chose qui aura une très grande visibilité à l'antenne de CHFA.

### Guy et Hélène Durieux

DENISE HART  
Legal

Guy et Hélène Durieux de Grenoble en France ont saisi l'occasion lors de leur visite au Canada pour visiter la campagne albertaine. M. Durieux, le représentant de Radio France Isère qui était en Alberta pour la signature d'un protocole d'entente avec CHFA Alberta a choisi de se rendre à Legal pour visiter les peintures murales. Le couple a été émerveillé par l'immensité des fermes des environs mais aussi par le cachet spécial d'une petite ville albertaine.

C'était l'occasion parfaite pour des photos souvenirs puisque la belle neige blanche des dernières semaines recouvrait les rues et les propriétés de la ville. Le projet de peintures murales de Legal est selon les visiteurs français un projet fort intéressant et très original. On s'est attardé à la peinture commanditée par CHFA naturellement mais deux autres peintures ont aussi soulevé plusieurs questions d'intérêt. Celle de l'horticulteur/écrivain, Georges Bugnet les a captivés, non seulement à cause des racines françaises de ce personnage mais surtout de sa contribution dans les domaines de la littérature, de l'horticulture et de l'éducation. La peinture murale de la ville de Legal, produite par les frères Michaud a aussi engendré une discussion intéressante sur la vie quotidienne des habitants de la ville de Legal à ses débuts.

M. Pierre Noël de Radio-Canada qui accompagnait nos visiteurs avait planifié un dîner au restaurant du Lily Lake Resort. Le trajet pour se rendre dans ce coin de la région a aussi donné à M. et Mme Durieux un aperçu de l'immensité de notre pays et les attraits touristiques particuliers à la région de Centralta.

## Cette semaine...

Louise Harbour à la Faculté  
Saint-Jean ...

à lire en page 3

Régional en bref...

à lire en page 6

La cause Mahé a dix ans...

à lire en pages 8, 9 et 10

La bouquinerie...

à lire en page 12

Courrier de deuxième classe  
Enregistrement 9870

Citation de la semaine

Un général  
ne se rend  
jamais,  
même à  
l'évidence.

Jean Cocteau

# Ottawa incapable d'expliquer son incapacité à faire respecter la Loi sur les langues officielles

**Ottawa (APF):** Le gouvernement fédéral est incapable d'expliquer son incapacité à faire scrupuleusement respecter la Loi sur les langues officielles dans les bureaux fédéraux désignés bilingues.

La présidente du Conseil du Trésor, Lucienne Robillard, a même manifesté des signes d'impatience lors d'un point de presse qui a suivi le lancement à Ottawa de la 3e édition des Rendez-vous de la Francophonie.

Interrogée par l'APF sur les nombreux rapports du Commissariat aux langues officielles qui indiquent un net recul des services en français depuis 1997 dans les bureaux fédéraux de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, la ministre Robillard dit qu'elle a «exactement le même objectif» que la Commissaire aux langues officielles Dyane Adam.

Mme Robillard n'avait pas encore pris connaissance du tout dernier rapport accablant du Commissariat aux langues officielles, portant celui-là sur les services linguistiques dans les bureaux fédéraux dans les Territoires du Nord-Ouest. En revanche, celle qui est en poste depuis le mois d'août 1999 dit avoir pris connaissance du rapport sur la Nouvelle-Écosse (novembre 1999), qui est tout aussi critique à l'endroit du Conseil du Trésor.

«On a immédiatement mis un plan d'action que je surveille personnellement», tient à rassurer la ministre. «Est-ce qu'il y a des améliorations à apporter? Oui. Est-ce qu'on doit demeurer vigilant? Oui. Il est très clair qu'il faut un renforcement de l'offre de service en français et en anglais dans les communautés où ils (les francophones) sont surtout en minorité» ajoute la ministre.

Pas un mot cependant sur la question du jour : comment se fait-il que le gouvernement fédéral est incapable de respecter sa propre Loi sur les

langues officielles dans tous les bureaux fédéraux qu'il a pourtant désigné bilingues?

## Identité canadienne

Lors du lancement des Rendez-vous de la Francophonie, la ministre Robillard a déclaré devant un parterre de fonctionnaires fédéraux que la connaissance des deux langues officielles accorde «un passeport inestimable» vers le succès dans une économie mondiale de plus en plus basée sur le savoir. Mais il reste, dit-elle, du travail à accomplir.

«Nous devrions réfléchir au

travail qu'il reste à faire pour nous assurer que nos deux langues officielles continueront de s'épanouir et de prospérer au pays».

Après avoir visité diverses communautés, elle se dit en mesure d'affirmer avec assurance que «l'esprit franco-phone brille encore partout au pays». Elle dit même avoir ressenti «un sentiment de fierté, de confiance et d'optimisme chez les représentants des communautés francophones».

Elle a enfin rappelé aux fonctionnaires fédéraux qu'ils étaient un exemple qui inspire le secteur privé, les organi-

sations non gouvernementales, les institutions d'enseignement et les citoyens : «Le leadership que vous exercez au sein des institutions fédérales, au travail, dans vos relations avec vos collègues et dans vos interactions avec le public à tous les jours se répercutent sur toute la société».

## Un nouveau souffle

Sous l'impulsion du Conseil du Trésor, le gouvernement fédéral a entrepris de donner un nouveau souffle aux langues officielles au sein de l'appareil fédéral. Ottawa a par exemple

ouvert des bureaux *Services Accès Canada*, qui vont permettre de rejoindre les citoyens des communautés rurales du pays dans la langue officielle de leur choix grâce à la nouvelle technologie. On espère même que les citoyens pourront bientôt faire des transactions électroniques en ligne avec le gouvernement.

La ministre concède toutefois que rien n'est jamais tout à fait acquis dans le domaine linguistique : «Il faudra toujours demeurer vigilant dans cette mer nord-américaine anglophone. Si on ne le demeure pas, on va faire des pas en arrière».

## Le français, langue officielle des Jeux ... de la Francophonie!

**Ottawa (APF) -** Le français sera la langue officielle des Jeux de la Francophonie de 2001 à Ottawa-Hull ... et de tous ceux qui suivront par la suite.

Réunis à Beyrouth au Liban, les ministres responsables de la jeunesse et du sport au sein de la Francophonie (CONFESJES) ont adopté une première politique linguistique, qui devrait trancher une fois pour toutes le débat entre les gouvernements du Québec et du Canada quant à la place du français lors des Jeux de 2001.

Il peut sembler curieux à première vue de s'interroger sur la langue d'usage d'un grand événement sportif qui a précisément pour but de mettre en évidence la langue française sur la scène internationale.

Le gouvernement du Québec avait pourtant sérieusement mis en doute au mois de décembre la volonté du gouvernement canadien de faire du français la seule langue des 4<sup>èmes</sup> Jeux de la Francophonie.

Le Québec a d'ailleurs soulevé la question de la langue des Jeux lors de la réunion de Beyrouth, ce qui a incité la CONFESJES à former un comité composé de représentants du Canada, du Québec, de la Roumanie, de la France, du Niger et du Bénin, qui a rapidement accouché d'une politique lin-

guistique adoptée à l'unanimité.

La politique compte cinq grands principes linguistiques. Le premier principe affirme que le français est la langue officielle des Jeux de la Francophonie.

Le second principe précise que les Jeux se déroulent «essentiellement en français» dans le respect et l'esprit des traditions des Jeux. En d'autres termes, les Jeux se tiennent en français, sans exclure d'autres langues nationales.

Le troisième principe précise que le français a «un rôle et une visibilité de première importance» dans l'organisation, le déroulement, les annonces et l'environnement visuel des Jeux. Il prévoit que le pictogramme est le moyen privilégié en matière de signalisation.

Le quatrième principe linguistique confirme que le français est la langue de communication entre le comité international et le comité national des Jeux de même qu'entre les pays et gouvernements participants aux Jeux.

Le cinquième et dernier principe dit que le comité national des Jeux a la responsabilité de la mise en oeuvre des principes.

«Je me réjouis que ce soit réglé. Maintenant, on peut donner hors de tout doute l'assurance que les Jeux auront

un visage francophone» de dire le ministre fédéral responsable, Don Boudria. Le ministre admet que l'adoption de ces principes linguistiques sera fort utile à

l'avenir lorsque des pays membres de la Francophonie, où la proportion de la population qui parle le français est faible, voudront organiser les Jeux.

## Sciences Point Com:

### Première série dramatique tournée en français



Randi (Paul Lemelin) est très à l'aise dans le monde des sciences, comme les téléspectateurs le découvriront dès le mois de septembre. (Photo APF)

**Ottawa (APF):** La première série dramatique tournée en français à l'extérieur du Québec s'adressera aux jeunes de 9 à 12 ans et traitera des sciences et des nouvelles technologies.

*Sciences Point Com* sera diffusée sur les ondes du réseau national de Radio-Canada dès le mois de septembre, tous les vendredis à compter de 16 h 30. Elle sera aussi diffusée sur les ondes de *TFO*, la télévision francophone de l'Ontario.

Produite par *Les Productions R. Charbonneau* d'Ottawa, cette série de 26 épisodes vise à éclairer les jeunes de neuf à douze ans sur de nouvelles découvertes scientifiques et technologiques qui touchent de plus en plus nos vies quotidiennes, comme le clonage, la robotique et l'aérospatiale.

C'est la première fois que la Société Radio-Canada commande à une maison de production indépendante de l'extérieur du Québec, une série dramatique francophone destinée au réseau national.

La série, qui se veut divertissante, veut exposer les jeunes

téléspectateurs à des concepts scientifiques et technologiques qui complètent ou dépassent leur programme scolaire. Les émissions seront basées sur les nouvelles découvertes scientifiques.

La série raconte les aventures de deux jeunes adolescents, Randi et Marie-Lou, tous deux passionnés par les sciences. Tous deux animent une émission de radio à thème scientifique dans leur école intitulée *Science Point Com*.

Chaque semaine, Marie-Lou et Randi doivent trouver un nouveau sujet pour leur émission de radio. L'intrigue tourne autour de la recherche du thème.

Le rôle de Randi Marina est joué par Paul Lemelin, un ancien de l'école secondaire De la Salle à Ottawa qui est diplômé de l'Université Concordia. Nicole Blundell, qui joue Marie-Lou Thibault, est une diplômée de l'Université d'Ottawa. Tous deux demeurent dans la région de la capitale nationale, tout comme les autres comédiens qui gravitent autour de la série.

## Abonnez-vous dès maintenant!

1 an - 26,75\$  
2 ans - 48,15\$  
Hors Canada - 1 an - 51,36\$  
(TPS incluse)

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

VILLE: \_\_\_\_\_

PROVINCE: \_\_\_\_\_

CODE POSTAL: \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE: \_\_\_\_\_

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

201, 8527 - 91e Rue,  
Edmonton, Alberta, T6C 3N1  
Téléphone: 780-465-6581  
Télécopieur: 780-469-1129  
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de la communauté francophone d'Alberta

**Le Franco**

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres montées S.V.P.)

# Louise Harbour de passage à la Faculté Saint-Jean

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Madame le juge Louise Harbour était de passage à la Faculté Saint-Jean d'Edmonton le vendredi 10 mars 2000. Louise Harbour est surtout connue pour son implication sur la scène internationale. Nommée procureure du tribunal pénal pour l'ex Yougoslavie et le Rwanda par le Conseil de sécurité des Nations Unies en 1996, elle est la première à avoir lancé un mandat d'arrestation contre Slobodan Milosevic. De retour au pays, elle a été nommée juge à la Cour suprême du Canada en septembre 1999.

Invitée par l'Association des juristes francophones de l'Alberta, madame Harbour s'est surtout exprimée sur le travail des tribunaux pénaux sur la scène internationale. Selon elle, les Canadiens peuvent énormément contribuer dans ce domaine car la restauration et le maintien de la paix est une entreprise non seulement prometteuse, mais aussi, une des entreprises les plus importantes de la fin du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Ce sont les nations européennes qui ont mis en place les premières lois régissant la guerre, il y a de cela 75 ans. En effet, lors des procès de Nuremberg et de Tokyo après la Seconde guerre mondiale, on avait avancé l'idée qu'au-delà des nations, les individus pouvaient aussi être tenus responsables de la violation des droits de l'Homme. Récemment, dans le cas de l'ex Yougoslavie, les milieux politiques se sont vite rendu compte que les moyens traditionnels de gérer la paix et la sécurité - la diplomatie et l'intervention militaire - n'étaient plus adéquats pour faire face à de tels conflits. Le Conseil de sécurité a donc pensé aux tribunaux. « Quand je suis arrivée à l'automne 1996, les tribunaux étaient dans un état très précaire », de dire Louise Harbour. « Le tribunal pour le Rwanda avait eu des problèmes de démarrage sur le plan administratif et le tribunal pour la Yougoslavie se voyait paralysé par le manque de coopération des états. Sur 74 personnes qui avaient été à ce moment-là



De g. à dr. Paul Lamoureux, Louise Harbour et Claudette Tardif.

Photo: Nathalie Kermoal

inculpées publiquement et qui faisaient l'objet de mandats d'arrestation, il n'y en avait que sept qui étaient en détention.»

Afin de faire preuve de plus d'efficacité, il était nécessaire de changer de tactique pour que les inculpations publiques cessent. « En Bosnie, par exemple, j'ai vu à plusieurs re-

prises dans des endroits publics des affiches de personnes qu'on avait accusées et qui étaient recherchées. Ceci leur donnait un préavis ainsi que la possibilité d'éviter les troupes de l'OTAN qui étaient sur le terrain et qui avaient un mandat très restreint. En effet, ces personnes pouvaient être appréhendées

seulement si elles rencontraient les troupes dans le cours normal de leur fonction. Ce qui voulait dire pratiquement jamais.»

Ce peu de réalisme nécessitait donc qu'une nouvelle stratégie soit mise sur pied afin de garder les mandats d'arrêt et les actes d'accusation secrets. Cette façon de faire représente

une plaque tournante dans l'histoire du tribunal pour la Yougoslavie car les actes d'accusation contre des personnes très haut placées sont passés de 7 à 35.

En ce qui a trait au tribunal pour le Rwanda, le problème est complètement différent. Plus de 100 000 personnes sont encore en détention dans ce pays pour des crimes commis lors du génocide de 1994. Selon Louise Harbour, il était « très clair que le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) n'aurait jamais la capacité d'amener devant la justice internationale un nombre aussi considérable de gens. Il fallait donc avoir une stratégie très bien définie, qui consistait à cibler les personnes qui avaient des positions de leadership (des membres du gouvernement, de l'armée etc.) et qui avaient fuit le Rwanda et qui n'étaient pas accessibles au gouvernement rwandais. En mai 1997, avec l'aide d'un procureur adjoint, on a réuni toute l'équipe et on s'est donné un mandat très pointu qui consistait à retrouver les traces de ces personnes qui nous intéressaient

suite en page 13...

## A Lethbridge, une murale ou un mural?

RICHARD BLOUIN

Lethbridge

C'est sans équivoque que la communauté francophone de Lethbridge s'est lancée dans un merveilleux projet, à la découverte d'une mosaïque francophone de l'Alberta.

Ce mural collectif est un ensemble d'éléments juxtaposés et disparates semblables à la définition d'une mosaïque qui, elle, regroupe des petits cubes multicolores incrustés dans le ciment et formant un dessin. A partir de cette définition, l'idée d'un mural qui refléterait la présence de la francophonie albertaine s'est imposée parce qu'une image seule ne pouvait la représenter.

Le mural sera exécuté à l'école La Vérendrye sur une surface d'aggloméré et construit

de façon à être amovible, puisque la communauté de Lethbridge travaille actuellement à l'obtention d'un centre communautaire. Ainsi, lorsque ce dernier aura pignon sur rue, le mural y sera déménagé.

Tous les francophones et francophiles de la province pourront donc acheter un ou plusieurs espaces carrés de 60cm x 60cm au coût de 30 dollars l'unité pour les familles (ou individus) et de 50 dollars pour les organismes et entreprises. Étant donné que cet espace personnalisé doit représenter soit votre famille, votre histoire, ou votre présence en sol albertain, il sera de la responsabilité des participants de fournir à l'ACFA régionale de Lethbridge une esquisse, un dessin sur papier, de ce qu'ils aimeraient y voir paraître (avant le 23 avril). Pour les gens de l'extérieur qui ne

pourront être sur place pour peindre leur blason, des artistes locaux se feront un honneur de le reproduire pour eux moyennant un léger supplément.

Au cours du mois de mai, soit les 6-7, 13-14 mai, une grande fête sera organisée dans la communauté francophone de Lethbridge. Ce sera alors l'occasion pour chaque famille d'amener son ou ses pincesaux et son tablier de façon à ce que tous les participants puissent se rassembler, peindre et jaser autour d'un bon repas « à la fortune du pot ». Les organisateurs offriront un service de dépannage pour aider les personnes qui pourraient avoir de la difficulté à peindre leur emplacement, et des certificats d'authenticité de participation seront émis.

C'est donc un appel à tous! Tous les organismes, entreprises

ou individus francophones de la province sont invités à participer à la création de ce mural représentant la présence francophone en Alberta. C'est également un appel à la solidarité, quand on sait que ce mural sera installé dans un Sud albertain très anglophone.

La participation à ce mural démontre un appui concret aux francophones en région. Elle permettra aussi de consolider des liens plus étroits entre toutes les régions de la province, de façon à ce que tous les participants puissent se sentir chez-eux dans la région de Lethbridge. Une sorte de pied-à-terre à l'intérieur de cette fierté de vivre sa francophonie partout en Alberta. De plus amples informations sont disponibles auprès de la Régionale de Lethbridge au 403-328-8506.

### SITE DE LA SEMAINE

Pour mieux connaître les programmes fédéraux pour les aîné.es, voici le site à visiter sur

[www.francaalta.ab.ca](http://www.francaalta.ab.ca)





# ÉDITORIAL

## La lutte doit continuer

Il y a un peu plus de dix ans de cela le droit à l'instruction dans sa langue et le droit d'administrer ses propres conseils scolaires n'existaient pas dans cette province. Si l'on en juge par les changements survenus dans un laps de temps, que les historiens qualifieraient de très court, alors on peut dire avec certitude que c'est à pas de géants que la communauté francophone a avancé dans ce dossier.

En effet, au-delà du développement économique, le dynamisme d'une communauté se mesure aujourd'hui à travers ses écoles. N'oublions pas qu'elles ne sont pas seulement des centres d'instruction mais qu'elles sont aussi des lieux privilégiés de rassemblement pour la communauté francophone. En 1980, la situation était fort différente puisque trois francophones de l'Alberta, concernés par l'avenir de leurs enfants, ressentaient le besoin d'aller en cour afin de faire valoir leurs droits à une instruction en français dans cette province. Leur frustration les pousse alors à présenter « un litige pour que leur soient reconnus le droit à l'instruction dans leur langue et le droit d'administrer leur conseil scolaire ». Le 15 mars 1990, la Cour suprême du Canada rendait son jugement et donnait non seulement des écoles françaises mais aussi le droit à la gestion de leurs écoles aux francophones de l'Alberta.

Quoique à l'époque les réactions face au jugement Mahé aient été mitigées, on ne peut contester dix ans plus tard de l'impact majeur de ce dernier sur l'évolution de la communauté franco-albertaine. Mais son influence ne se limite pas aux frontières albertaines puisque dernièrement un autre jugement connu sous le nom de Summerside est venu renforcer la cause Mahé (Pour plus de détails, lire dans ce numéro du *Franco*, « La cause Mahé-Bugnet a dix ans », entrevue réalisée avec Paul Dubé).

Toutefois, la situation est loin d'être bucolique car malgré les acquis, il est primordial de garder l'oeil ouvert, de ne pas se reposer sur nos lauriers car les écoles font face à des problèmes majeurs. En effet, dans certaines régions, notamment à Edmonton, les écoles sont remplies à capacité et certains élèves sont obligés d'aller dans les écoles d'immersion ou les écoles anglaises. Afin de ne pas perdre ce précieux potentiel, la construction de nouvelles infrastructures serait donc nécessaire. Une telle entreprise permettrait également le rapatriement de l'école non confessionnelle Gabrielle-Roy dans le quartier Bonnie Doon. Il est indéniable que le peu d'argent injecté par le gouvernement albertain (160 millions pour 75 commissions scolaires à l'échelle de la province) pourrait à long terme engendrer une restriction des droits acquis en 1990. Et ceci va à l'encontre des jugements Mahé et Summerside dans la mesure où il est du devoir des gouvernements de préserver et de promouvoir les communautés minoritaires de langues officielles.

Au-delà du travail mené par les Conseils scolaires et les comités de parents pour sensibiliser les politiciens, pour les aider à lire le jugement Summerside attentivement, une mobilisation de la population francophone est nécessaire. Car c'est en écrivant et en téléphonant au ministère de l'Éducation et à celui de l'Infrastructure ainsi qu'à nos députés que nous nous assurerons de la préservation et de la promotion de nos acquis, afin que les générations futures puissent vivre pleinement leur francophonie.

Nathalie Kermool



## COURRIER DES LECTEURS

### Nous voulons votre opinion

Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.



Directrice:  
Adjointe Admin.:  
Infographiste:  
Journaliste:

Nathalie Kermool  
Micheline Brault  
Charles Adam  
Raymond Laroche

267, rue Dalhousie  
Ottawa (Ontario) K1N 7E3  
Téléphone : (613) 241-5700 ou  
1-800-267-7266  
Télécopieur : (613) 241-6313



Fondation Donatien Frémont, Inc.

OPSCOM

OPSCOM est l'unique agence de  
représentation média affiliée au réseau APF



Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

**Le Franco**

#201, 8527 - 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1  
téléphone: 780-465-6581 télécopieur: 780-469-1129  
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

### Correspondants:

Calgary	Plamondon
Suzanne de Courville Nicol	Joël Lavoie
Alain Bertrand	Denise Lavallée
Centralta	Red Deer
Denise Hart	Serge Gingras
Fort McMurray	Rivière-la-Paix
Hélène Flamand	Noëlla Fillion
Grande Prairie	Patrick Henri
Alyre Morin	Saint-Paul
Bonnyville/Cold Lake	Michele Routier
Michel Raymond	Sophie Charbonneau
Kananaskis	
Jean-Francois Brulotte	

# La nouvelle Résidence Saint-Jean, de quoi faire des jaloux !

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

La résidence Saint-Jean qui a été construite en 1910 et à laquelle une aile a été ajoutée en 1921, n'avait jamais été rénovée de façon significative depuis ce temps et les autorités de l'université envisageaient même de fermer l'édifice si des rénovations majeures n'étaient pas entreprises.

Pour la doyenne, Claudette Tardif, c'est avec joie mais aussi avec tristesse que le transfert dans la nouvelle résidence a commencé à se faire, depuis le 6 mars dernier. Même si la vieille résidence était appréciée par ses locataires, tant pour le caractère unique de chacune de ses chambres que pour son atmosphère chaleureux, les 62 étudiants qui l'occupaient ont progressivement commencé à déménager dans la nouvelle résidence, qui, à compter de septembre 2000, pourra accueillir 100 étudiants. «La construction de la nouvelle résidence, et la



De g. à dr. M. Jean-Louis Dentinger, Mme Claudette Tardif et M. Doug McConnell lors de la première visite officielle à la nouvelle résidence Saint-Jean.

rénovation du bâtiment historique sont d'une grande importance dans le développement de la Faculté Saint-Jean» nous disait Mme Tardif. «La nouvelle résidence offrira un environnement de qualité aux étudiants, tandis que la rénovation du bâtiment historique en centre académique en fera un lieu de rencontres pour la francophonie albertaine et canadienne».

Le projet comme tel comportait deux phases importantes dont la première était avant tout de pouvoir faire avancer les travaux de la résidence pour qu'elle soit opérationnelle dès

cette année. Même si selon M. Jean-Louis Dentinger, de la firme Clark Builders, qui a agi comme superviseur du projet, tout n'est pas entièrement terminé, c'est extrêmement fonctionnel et confortable, et les retouches finales pourront être faites d'ici la fin avril de façon à donner aux étudiants la chance

de pouvoir terminer leur année académique dans des conditions acceptables. Pendant ce temps, les travaux de rénovation de la partie historique pourront se poursuivre.

Selon M. Doug McConnell, architecte, représentant la firme Cohos Evamy partners, cette résidence, étendue sur quatre étages offre beaucoup de commodités pour les étudiants allant des vastes chambres avec chambres de bain individuelles à la cuisine commune sur chaque étage, avec aussi des salles d'études, de musique, d'ordinateurs, des aires de repos communes, buanderies et autres commodités. Selon M. McConnell, l'idée des grandes cuisines communes lui est venue de cette tradition associée aux Canadiens français de partager cet espace commun et la période

des repas pour discuter ensemble. Beaucoup de lumière (fenêtres), offrant une vue imprenable sur le centre-ville d'Edmonton et le quartier avoisinant ont aussi inspiré la firme Cohos Evamy dans l'élaboration des plans de la nouvelle résidence.

La Faculté a pu entreprendre cette construction et la rénovation du bâtiment historique grâce à des contributions importantes des gouvernements fédéral et provincial, de la *University of Alberta* et de la communauté francophone. Ce projet est évalué à plus de 8 millions de dollars. «De toutes les résidences d'étudiants, c'est sûrement une des plus belles, sinon la plus belle!» s'exclamait Mme Tardif. De quoi en rendre plusieurs jaloux.



Dans le cadre du lancement des Rendez-vous de la francophonie, l'école Maurice-Lavallée d'Edmonton avait organisé pour l'occasion plusieurs activités. C'était aussi l'occasion de souligner l'excellent travail de l'équipe du journal étudiant *La Griffe* qui a remporté le prix du meilleur journal étudiant francophone de l'Ouest pour la deuxième fois de suite. Ce concours est organisé par l'ACELF (Association canadienne d'éducation en langue française) et s'étend à l'échelle régionale et nationale. Donc, en plus de se classer bon premier pour la région de l'Ouest canadien, *La Griffe* a remporté le 2<sup>ème</sup> prix, et ce, à l'échelle nationale. Ils ont reçu leur prix des mains de M. Gérard Bissonnette. Faire un journal de qualité n'est pas toujours facile, ça demande un travail sérieux de la part de toute l'équipe, ce qui fait que tous les membres peuvent être fiers du travail qu'ils ont accompli.



L'ouverture officielle des Rendez-vous de la Francophonie s'est faite le 13 mars dernier à l'Hôtel de Ville d'Edmonton avec la collaboration du chanteur Pierre Sabourin, de la chorale de l'École Ste-Jeanne d'Arc sous la direction de Mme Rachel Jean, de Marie-Josée Ouimet et de France Levasseur-Ouimet. Plusieurs ont frissonné d'émotion et retenaient à grand peine leurs larmes lors de l'interprétation de « *Peuple, parles-moi* » (paroles et musique de France Levasseur-Ouimet), une chanson destinée à devenir un classique aux dires des spectateurs rassemblés ce jour-là. Outre Adrien Bussière de Patrimoine Canadien, Jean-Louis Dentinger, président de l'ACFA régionale d'Edmonton, Suzanne Dalziel, présidente de l'ACFA provinciale, le conseiller municipal David Thiele s'est fait un plaisir de lire la proclamation officielle dans les deux langues officielles du Canada, une première dans les annales de la capitale de l'Alberta.

## SAUVONS NOTRE SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ!

RENCONTRE D'INFORMATION EN FRANÇAIS SUR LE  
PROJET DE LOI 11 DU GOUVERNEMENT ALBERTAIN À  
19h30 LE MERCREDI 22 MARS AU LOCAL 303 DE LA CITÉ  
FRANCOPHONE (8527-91<sup>e</sup> RUE) À EDMONTON

DES PORTE-PAROLE BILINGUES SERONT EN MESURE DE  
RÉPONDRE À VOS QUESTIONS

Cet espace a été retenu et payé par le Secrétariat provincial de l'ACFA



# Régional en bref

## Calgary

*Le Conseil scolaire francophone du sud de l'Alberta embauche un secrétaire-trésorier*

En effet, le Conseil scolaire du sud de l'Alberta (CSFSA) a annoncé l'embauche de M. Yvan Beaubien au poste de secrétaire-trésorier. Le Conseil scolaire est heureux de pouvoir ajouter à son équipe une personne avec son expérience. Il apporte au Conseil plus de 12 ans de service en administration scolaire et communautaire, et possède une formation universitaire en relations industrielles. «L'expérience de M. Beaubien comme secrétaire-trésorier de l'École nouvelle, le conseil scolaire francophone dans la région du Centre-Est de la province, ainsi que plusieurs années d'expérience comme directeur général de la Fédération des parents francophones de l'Alberta seront d'une très grande utilité pour le Conseil» déclare la présidente Ghislaine Pilon. M. Beaubien prendra la relève de madame Paulette Briand, secrétaire-trésorière par intérim du nouveau conseil scolaire depuis son assermentation en février 2000. Il travaillera à l'établissement des structures requises pour le bon fonctionnement des écoles qui seront sous la gestion du Conseil scolaire en septembre 2000.

*Salon de l'emploi 2000, un premier événement annuel*

Le 1er avril prochain se tiendra au Centre de carrière de la Cité francophone de Calgary un premier Salon de l'emploi.

Cet événement a pour but de fournir une source directe et concrète d'emplois d'été et/ou annuel à mi-temps à la jeunesse francophone ou bilingue de Calgary, Banff et la région. Ce Salon de l'emploi est un outil important pour les recruteurs des services de ressources humaines qui s'approprient à embaucher des étudiant.es à cette période de l'année. Les étudiant.es qui se présenteront au Salon de l'emploi se verront offrir un vaste éventail d'informations de la part des participants. Le Salon de l'emploi se veut avantageux autant pour les employeurs que pour les employés potentiels. Des agences gouvernementales, des grandes compagnies, des petites et moyennes entreprises, ainsi que des sociétés à but non lucratif sont d'ailleurs invitées à y participer. Les étudiants intéressés par cette activité n'ont qu'à se présenter à la Cité des Rocheuses entre 10h et 16h avec le nombre de C.V. nécessaire aux demandes qu'ils ont l'intention de faire. Il faut cependant être étudiant.e à temps plein, être francophone ou bilingue, être âgé.e entre 16 et 29 ans. Plus d'informations sont disponibles auprès de Suzanne, au 403-293-9117.

## Edmonton

*Lancement de la campagne annuelle contre le racisme*

C'est le 10 mars dernier, à l'hôtel de ville d'Edmonton, en présence de représentants des trois paliers de gouvernements, qu'avait lieu le lancement officiel de la campagne annuelle contre le racisme, débutant le 21

mars prochain, et mise en oeuvre par le *Northern Alberta Alliance on Race Relations*. Cette campagne canadienne de sensibilisation au racisme repose sur trois valeurs fondamentales que sont le respect, l'égalité et la diversité. Chaque année cette campagne vise à sensibiliser les Canadiens et Canadiennes à la réalité du racisme au Canada, ainsi qu'à inciter chacun d'entre nous à agir afin d'éliminer le racisme. Le 21 mars souligne le massacre de Sharpeville, en Afrique du Sud où en 1960, des policiers avaient fait feu sur des manifestants pacifiques qui protestaient contre les lois d'Apartheid concernant les livrets de contrôle. L'affrontement a fait 67 morts et 186 blessés. En 1996, les Nations Unies ont désigné le 21 mars *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale*. Le Canada a été le premier pays à manifester son appui et, en 1989, la première campagne canadienne du 21 mars était lancée, à l'initiative du ministère du Patrimoine canadien. Le NAARR est un réseau de 70 organismes, groupes communautaires, écoles et citoyens d'Edmonton et d'autres régions du Nord de l'Alberta. Créée en 1993, cette alliance a pour mission de travailler à l'élimination de la discrimination raciale en faisant la promotion de l'harmonie au sein de la société. Elle s'est donnée comme objectif notamment de coordonner et d'organiser des activités sur les thèmes de la campagne du 21 mars.

*Conférence/concert sur un opéra presque exclusif*

Mercredi, le 22 mars prochain, à 20h00, à la Faculté Saint-Jean, M. Albert La France, professeur de musique à la Faculté Saint-Jean donnera une conférence-concert qui servira de « lancement de livre » pour un opéra du 17e siècle qu'il a édité et qui vient de paraître aux Éditions du Centre de Musique Baroque de Versailles. L'opéra en question, *Nicandro e Fileno* de Paolo Lorenzani (1640-1713) a été composé et présenté devant le roi Louis XIV et sa cour à Fontainebleau, en septembre 1681, et n'a jamais été représenté depuis. Au cours de la conférence un groupe de chanteurs et de musiciens universitaires présentera des extraits de l'opéra pour la première fois, nous croyons, depuis 1681. La conférence se donnera au Salon des étudiants et sera suivie d'une réception. L'entrée est gratuite. Pour plus de renseignements : Albert La France 465-8717.

*Émission spéciale: KLONDIKE 2000*

La télévision de Radio-Canada en Alberta présente un portrait fascinant de Fort McMurray, le lundi 20 mars à 18 h 30. Depuis l'annonce faite par les grandes compagnies pétrolières qu'elles allaient investir massivement dans l'expansion de leurs opérations à Fort McMurray, le visage de la ville a changé. Les chiffres lancés ont de quoi étourdir : un investissement de 25 000 000 000 \$, de l'emploi pour 10 000 travailleurs, des salaires de 70 000 \$ par année pour les ouvriers qualifiés, le prix moyen des habitations montant jusqu'à 207 000 \$. Les superlatifs ne manquent pas pour décrire

l'envergure du développement : on parle du plus vaste projet industriel en Amérique du Nord et du plus gros investissement de tous les temps dans une région. Les journalistes Isabelle Ferland et Yvan Côté examinent les impacts de cette expansion sans précédents. Les infrastructures et le tissu social de la ville s'en ressentent déjà alors que les études environnementales ne sont pas concluantes. Fort McMurray se trouve au cœur d'une ruée vers l'or des temps modernes et ses habitants veulent éviter les erreurs du passé en gérant prudemment la croissance de leur ville. **Klon-dike 2000**, un reportage en profondeur présenté à la télévision de Radio-Canada le lundi 20 mars à 18 h 30 (en reprise le mercredi 29 mars à 18 h 30).

## Saint-Paul

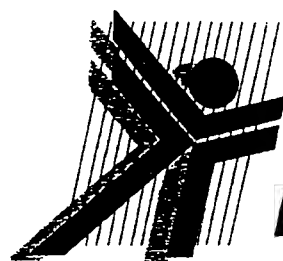
*Cabane à sucre à Saint-Paul*

C'est le 19 mars prochain que la Régionale de Saint-Paul tiendra sa traditionnelle cabane à sucre à compter de 11 heures au Centre d'unité de Mallaig. Plusieurs activités pour toute la famille sont au programme, en plus d'un spectacle mettant en vedette des personnalités locales. Plus d'informations sont disponibles auprès de l'ACFA régionale de Saint-Paul au 645-4800.

**AIDER LE MONDE  
MOT À MOT**



L'autonomie grâce à l'alphabétisation  
dans le monde en développement  
1-800-661-2633



**EMBAUCHEZ  
DES ÉTUDIANTS  
HIRE A STUDENT**

**Démarquez-vous de la concurrence et préparez-vous tôt pour l'été!**

**Nous vous donnerons accès aux travailleurs les plus compétents et enthousiastes de l'Alberta.**

**ALLEZ DE L'AVANT**

**Utilisez notre LIGNE D'INFORMATION pour enregistrer vos emplois.**

**DISPONIBLE à partir du 27 mars**

Edmonton: (780) 495-2070  
N.-E. de l'Alberta: 1-800-394-3363

Profitez de l'occasion et mettez l'énergie d'un étudiant à votre service!

**Canada**



# Les langues officielles: une lutte générative de maman à fiston.

MICHEL RAYMOND

Bonnyville

Le nouveau président de la chambre de commerce de Bonnyville continuera-t-il, aujourd'hui, une lutte linguistique que sa mère a menée à Gatineau et à Ottawa, il y a quelques années ?

Originaire de Saskatoon, la famille Plant déménage à Gatineau (au Québec) pour suivre papa dans son travail. Les québécois sont en introspection politique profonde et le «référendum» sur l'autonomie du Québec est pour bientôt.

Maman Noreen veut inscrire deux de ses fils en âge scolaire dans une école francophone; c'est refusé. Le directeur de l'école lui explique qu'elle doit inscrire ses enfants dans une école anglaise puisqu'ils sont anglophones. Noreen insiste et tente de le convaincre qu'elle veut faire éduquer ses enfants dans une école homogène française parce qu'elle est convaincue que les programmes francophones sont supérieurs à ceux de l'immersion. De visites en visites, de discussions en discussions, cette anglophone



Photo: Michel Raymond

Albert James Plant en compagnie de sa mère Noreen Plant

«pure laine» qui ne connaît pas un traître mot de français finit par toucher le directeur qui accepte ces petits anglophones dans son école. La condition, pour ne pas dire le subterfuge, est que les enfants sont acceptés parce que la famille ne restera à Gatineau que pendant un an seulement.

Après un an, papa Plant est muté à Ottawa et la famille suit à nouveau. À nouveau aussi maman tente d'inscrire ses enfants dans une autre école française, ce qui lui est encore refusé. Elle explique au directeur de l'école que ses enfants ont des connaissances linguistiques fonctionnelles en français et qu'elle ne voit pas en quoi leur présence nuirait aux

autres élèves. Le directeur est imperturbable et ne veut rien entendre de la requête de la mère. Noreen se rend aux bureaux administratifs du Conseil scolaire qui appuie la décision de la direction d'école: autre refus. La mère se rend donc au conseil municipal pour demander de l'aide. On lui répond que l'éducation ne relève pas des pouvoirs municipaux. Elle s'adresse enfin au ministère de l'Éducation. On l'écoute, on la comprend, on sympathise mais on refuse toujours. De fonctionnaires en fonctionnaires, elle continue ses récriminations et multiplie ses rencontres.

Tout à coup on commence à hésiter, à tergiverser, à analyser,

à soupeser, à examiner et à écouter tant et si bien qu'on accepte. Il est clair, par contre, que c'est une mesure d'exception. Lettre en main, Madame Plant se présente fièrement à l'école pour y inscrire ses enfants. Une année et demie s'est écoulée et il y a eu changement de direction d'école. Encore une fois, c'est un refus. Mais la lettre signée et approuvée par le ministère de l'éducation oblige le nouveau directeur à accepter, contre son gré, les enfants Plant à son école. D'année en année, Noreen a dû se battre pour inscrire ses six enfants, l'un après l'autre, dans une école française au fur et à mesure qu'ils atteignaient l'âge scolaire.

Aujourd'hui, maman n'a plus d'enfant à la maison et ses responsabilités familiales sont moins nombreuses. Elle s'est, à son tour, inscrite dans un programme de français langue seconde, pour adulte. Papa qui a toujours été soutenu par sa femme lors de ses changements d'emploi et l'éducation des enfants, apprend lui aussi le français pour accompagner Noreen dans son apprentissage.

À Bonnyville, Poste Canada, cherche un maître de poste.

C'est un emploi qualifié «bilingue» par l'organisme pan canadien. On retient la candidature de Albert James Plant, fils de Noreen, parce qu'il parle français et, coïncidence fortuite, devient le plus jeune maître de poste du Canada. Une année plus tard, James change d'emploi et devient analyste financier pour la Lakeland Community Development Corporation, un bureau de la Diversification de l'économie de l'Ouest Canada.

Sa fougue, son énergie et son implication sociale le poussent à donner son nom à diverses organisations bonnyvilloises. Entre autre, il s'implique à la chambre de commerce locale. Quelques mois plus tard il est nommé président. Parmi les 217 entreprises de la région de Bonnyville qui font partie de la Chambre de commerce, 40% peuvent donner des services en français. Lorsqu'on demande à ce jeune président quel est le dossier qu'il entend appuyer pendant son mandat, il répond qu'il n'est pas impossible que les activités de la chambre de commerce de cette municipalité se déroulent aussi en français.

Pour y arriver, est-ce que James fera appel aux services de maman Noreen ?



## Parce que ça vous concerne....

Le Secrétariat provincial inaugure la première d'une série de chroniques portant sur les différents dossiers de l'ACFA.

### Plan d'action national pour les enfants

On se préoccupe toujours beaucoup de la santé de nos enfants. C'est normal puisqu'une communauté sans enfants n'a pas d'avenir. Il est donc très important pour que notre communauté s'épanouisse qu'elle s'intéresse à la santé des jeunes.

Le gouvernement fédéral, par la voix de son ministre de la Santé, Allan Rock, en collaboration avec les provinces et territoires annonçait récemment son plan d'action national. Ce plan indique les priorités suivantes :

1. Appuyer le rôle des parents et renforcer la famille
2. Favoriser davantage le développement dans la petite enfance
3. Améliorer la sécurité économique des familles
4. Offrir des expériences d'apprentissage précoces et continues
5. Promouvoir l'épanouissement de l'adolescent.e
6. Créer des collectivités favorables, sûres et exemptes de violence

Le gouvernement albertain a mis en place certaines initiatives pour appuyer ce plan national :

Par exemple les programmes albertains *Student Health Initiative* et *Child Health Benefit* assurent la prestation d'avantages, de programmes et de services qui améliorent le bien-être des enfants.

Une section spécifique traite de la santé des enfants autochtones en raison des difficultés particulières qui affectent cette composante de la société canadienne.

Nous travaillons présentement à faire en sorte que le gouvernement fédéral traite de façon spécifique les enfants francophones du Canada. Un document a été déposé en ce sens par la Fédération des communautés francophones auprès du gouvernement fédéral. J'ai rencontré récemment l'Honorable Anne McLellan, ministre de la Justice et présidente du Comité sur le développement social pour la sensibiliser aux besoins des jeunes francophones et nous assurer son appui.

### Voici quelques exemples des besoins dans notre province :

- Cours prénataux en français et appui aux nouveaux et jeunes parents.
- Ressources pour l'épanouissement en santé et mieux-être pour les familles francophones (cours d'habiletés parentales, information sur les immunisations, les poux, etc.)
- Évaluations et interventions en français pour des enfants ayant des troubles d'apprentissage, de comportement, etc. Les évaluations en langue anglaise d'une francophone sous-estiment leur capacité potentielle et, par conséquent, ne permettent pas à l'enfant de démontrer ce qu'il peut faire
- Promotion du contrôle du tabac qui est un problème plus sérieux chez les francophones que dans d'autres populations au Canada.
- Services sociaux en français pour la protection de l'enfance (« Child Welfare ») lors d'interventions en situation de violence familiale.

Si vous voulez en savoir davantage sur le Plan national d'action pour les enfants, en voici les coordonnées :

Plan d'action national pour les enfants  
280, rue Albert, 10<sup>e</sup> étage,  
Ottawa (ON)  
K1P 5G8

[www.children-enfants.org](http://www.children-enfants.org)  
1-800-361-6392

**Pour vous, dans la collection:  
"Quelques pas dans le mal-connu",  
Madeleine et Pierre Monod ont écrit:**

Au pays des soleils levants (l'Égypte)  
Enigmes (le Guatemala)  
Espaces et méditation (Le Tibet)  
Choc avec les extrêmes (l'Inde)  
Chinoiseries (la Chine)

En vente à la librairie Le Carrefour, 8527 rue Marie-Anne Gaboury  
(911<sup>ème</sup> rue) Edmonton, Téléphone: (780) 466-1556

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

# Le Franco

## Avis aux annonceurs

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent parvenir à nos bureaux au plus tard le vendredi à midi.

*La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge.*

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le lundi à 12h.

L'équipe du Franco vous remercie de votre collaboration

Tél: 465-6581

Téléc: 469-1129

# La cause Mahé-Bugnet a dix ans

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

Le 15 mars 1990, la Cour suprême du Canada reconnaissait que les francophones avaient le droit non seulement à des écoles françaises mais aussi à la gestion de leurs écoles. Pour célébrer le dixième anniversaire de la cause Mahé-Bugnet et pour mieux comprendre les répercussions en Alberta d'un récent jugement connu sous le nom de Summerside - donnant raison à un groupe de parents de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'obtention d'une école de langue française - *Le Franco* a rencontré, monsieur Paul Dubé, un des trois acteurs principaux à l'origine de la cause Mahé-Bugnet.

**Le Franco:** Parlez-nous de la cause Mahé-Bugnet

**Paul Dubé:** L'histoire a commencé lorsque des parents se sont rendu compte que les écoles d'immersion n'étaient pas faites pour les francophones. On disait toujours: « mais c'est formidable d'avoir des anglophones sur nos bancs d'école qui apprennent notre langue ». On s'est vite rendu compte que les écoles d'immersion étaient des écoles d'assimilation. L'ayant vécu sur un plan personnel, j'ai décidé de m'engager avec un groupe de personnes. Nous avons fait les premières démarches où nous avons demandé à l'ACFA d'étudier la question des écoles françaises. C'était en 1980, c'est à dire avant la signature de la Charte des droits et libertés (1982). Un comité d'anciens présidents avaient étudié la question, mais selon eux ce n'était pas quelque chose qui semblait intéresser la population. Suite à cela, nous avons fondé l'association Bugnet en juin 1982. Toutes sortes



Photo: Beckey Wong

Georges Bugnet

de démarches ont été faites auprès des écoles, qui elles aussi ont été refusées. On s'est donc trouvé des avocats et on a contesté devant la cour. D'ailleurs, le ministre de l'Éducation de l'époque, Dave King, nous avait invité à contester car il nous avait dit: « Ça c'est notre interprétation de l'article 23, vous en avez une autre, faites ce que vous avez à faire ». On a donc été entendu en Cour du Banc de la Reine (1985), en Cour d'appel en 1986 avec jugement en 1987 puis en Cour suprême en 1989 avec jugement le 15 mars 1990. Cette victoire était époustouflante même si certains la percevaient comme « deux pas en avant et deux pas en arrière ». La FFHQ ne pensait pas que ce jugement était une victoire car d'après son président, Guy Matte, il restait à définir la question des nombres. Seulement, la question des nombres a très bien été abordée et résolue car selon le jugement de la Cour suprême on ne pouvait pas établir un nombre absolu.

Il y a, à mon avis, une très grande sagesse dans le jugement Mahé. D'ailleurs il ne faut pas oublier que c'est un des derniers, sinon le dernier rédigé par le juge en chef, Brian Dickson, qui était une personne

de vision et d'envergure. C'est son dernier grand texte avant sa retraite et le jugement a été passé quelques mois avant l'échéance de Meech. Et ça c'est très important et ce, pour plusieurs raisons. On était submergé voir subjugué par le débat entourant le lac Meech. Ce que le juge dit dans son jugement c'est que l'objet premier de l'article 23, c'est la préservation et la promotion des communautés minoritaires de langues officielles. Préservation et promotion ne sont pas des mots innocents car on les retrouve aussi dans le préambule de l'accord du lac Meech. De plus, on rétablissait aussi la notion de partenaires égaux. Le Canada anglais et le Canada français sont des partenaires égaux. On parle aussi du caractère réparateur de cette loi. Il faut tenir compte des injustices passées dans l'histoire du Canada, dans l'établissement de politiques pour la mise en oeuvre d'un régime scolaire pour la communauté francophone. Le jugement dit aussi que langue et culture sont indissociables, que l'école française est essentielle à la promotion et à la préservation de la communauté et qu'il faut interpréter l'article 23 avec prudence cependant il est dit que l'article 23 a été créé pour insuffler de la vigueur à cette mise en oeuvre.

Au niveau de l'application, on parle de qualité égale à l'éducation dispensée à la majorité. On dit aussi que pour atteindre cette qualité on n'a pas besoin d'avoir le même système scolaire. S'il faut trouver des fonds supplémentaires pour atteindre cette égalité qu'on le fasse en autant que ce soit raisonnable. Il y a donc incitation pour que le gouvernement crée cette égalité. On parle également des nombres, on doit donc

(Mahé/Bugnet)  
suite en page 9...

**ICI RADIO-CANADA**

**KLONDIKE 2000**

Une émission spéciale sur l'expansion de Fort McMurray

JOURNALISTES  
Isabelle Fournier, Yan Gosselin

LE LUNDI 20 MARS  
À 18H30

**Radio-Canada  
Télévision Alberta**



Agence des douanes  
et du revenu du Canada

Canada Customs  
and Revenue Agency

On november 1, 1999, Revenue Canada began operations as the Canada Customs and Revenue Agency (CCRA).

Find out more about the CCRA, current employment opportunities, and a description of challenging career possibilities by regularly visiting our web site at: [www.ccra-adrc.gc.ca/careers/](http://www.ccra-adrc.gc.ca/careers/)

Le 1 novembre 1999, Revenue Canada est devenue l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC).

Apprenez-en davantage en visitant régulièrement notre site Web au: [www.ccra-adrc.gc.ca/carrieres/](http://www.ccra-adrc.gc.ca/carrieres/)

Vous y trouverez aussi des renseignements sur les débouchés actuels et la description de possibilités de carrière stimulantes.

Apply on-line/ Appliquez en ligne à  
[www.ccra-adrc.gc.ca/careers/](http://www.ccra-adrc.gc.ca/careers/)  
[www.ccra-adrc.gc.ca/carrieres/](http://www.ccra-adrc.gc.ca/carrieres/)

**Canada**



**(Mahé/Bugnet)**  
**suite de la page 8...**

donner le plus de gestion possible, car celle-ci est fondamentale. On doit même abolir les frontières (ne pas se restreindre à certaines régions) afin de permettre aux francophones d'avoir des nombres suffisants. On parle également d'un niveau supérieur de gestion dans tous les cas possibles, car le contrôle au niveau des comités de parents n'est pas suffisant. On dit que les gouvernements ont une obligation d'agir. Voilà en gros ce que dit la cause Mahé-Bugnet.

**Le Franco:** Récemment, dans une décision unanime et sans équivoque, la Cour suprême du Canada a donné raison à des parents qui réclamaient l'établissement d'une école primaire francophone à Summerside sur l'île du Prince Édouard. Quel est le lien entre la cause Mahé-Bugnet et Summerside? Existe-t-il des similitudes, des différences?

**Paul Dubé:** Ce qui est remarquable dans Summerside, c'est que la cause Mahé-Bugnet est citée dans presque tous les paragraphes. Mahé c'est la base, on ajoute cependant certaines petites choses. On va un pas plus loin. Ce n'est pas surprenant car Summerside a été rédigé par Bastarache qui était l'avocat de l'ACFA et de l'association Bugnet lors de notre bataille en Alberta. Pour résumer Summerside, on peut dire premièrement que la distance de la maison à l'école n'est pas mesurée en kilométrage mais en durée. Deuxièmement, on parle encore de préserver et de promouvoir mais on le dit plus clairement. Il faut maintenant tenir compte de l'épanouissement et du développement des communautés. L'école est donc l'institution la plus importante des communautés francophones. Pour la première fois, on parle de la promotion en fonction du développement et du respect des droits collectifs. La charte est une charte des droits individuels. On parle ici explicitement des injustices passées alors que ça n'était pas le cas dans le texte de la cause Mahé-Bugnet. Troisièmement, le nombre ne doit pas être calculé en fonction des inscrits mais en fonction du potentiel d'inscriptions et on ajoute que l'absence d'offre active de services (absence d'une école réelle) est une suppression de la demande. S'il n'y a pas d'offre active, la demande est supprimée. Ici, à Edmonton, on le voit très clairement dans le cas de l'école Gabrielle-Roy par exemple, où on aurait beaucoup plus d'étudiants si l'école était mieux placée, au centre de la communauté et de la ville. Quatrièmement, on répète que les services éducatifs n'ont pas à être identiques à ceux fournis à la majorité. « L'égalité réelle exige que les minorités de langues officielles soient traitées différemment si nécessaire suivant leur situation et leur

besoin particulier afin de leur assurer le niveau d'éducation équivalent à celui de la majorité. » Il faut donc étudier le cas par cas.

Au niveau de la gestion et du contrôle, on répète encore une fois qu'ils sont essentiels à l'exercice du droit et on ajoute ceci: « À l'extrémité supérieure de l'échelle variable de droit (c'est-à-dire au niveau maximum de gestion scolaire), lorsqu'une commission scolaire est requise, elle possèdera les pouvoirs de gestion prévus par la loi, de même que tout autre pouvoir conféré par l'article 23 ». De plus, « bien que le ministre soit responsable de l'élaboration politique applicable, son pouvoir discrétionnaire est assujéti à la Charte notamment en ce qui a trait au caractère réparateur de l'art. 23 aux besoins particuliers de la communauté et aux droits exclusifs des représentants. » Le pouvoir du ministre est donc soumis aux exigences de la Charte avec tout ce qu'elle dit implicitement et explicitement.

On dit aussi que « les politiques gouvernementales ne doivent pas porter atteinte aux intérêts linguistiques et culturels légitimes de la minorité. Le ministre doit peser l'effet de sa décision sur la promotion et la préservation de la communauté linguistique minoritaire ». Donc, toutes les décisions prises

doivent être pesées en fonction des besoins mais aussi en fonction de cet objectif de base qui est la promotion et la préservation de la communauté ». Si on va jusqu'au bout de cette idée, ça devrait nous donner énormément de choses surtout dans le contexte de réparation. Remédier à l'érosion progressive dont ont été victimes les communautés depuis toujours.

Sur la question d'accessibilité raisonnable, « il faut examiner (notamment dans le cas de l'école Gabrielle-Roy) les services qui favoriseraient le mieux l'épanouissement et la préservation de la minorité linguistique francophone ». Ensuite, on ajoute que « le ministre ne peut trancher unilatéralement la question du niveau de services appropriés. Les priorités de la communauté doivent avoir préséance parce qu'elles sont au cœur même de la gestion et du contrôle conféré par l'article 23. »

**Le Franco:** Quelles sont les retombées de Summerside pour les francophones de l'Alberta?

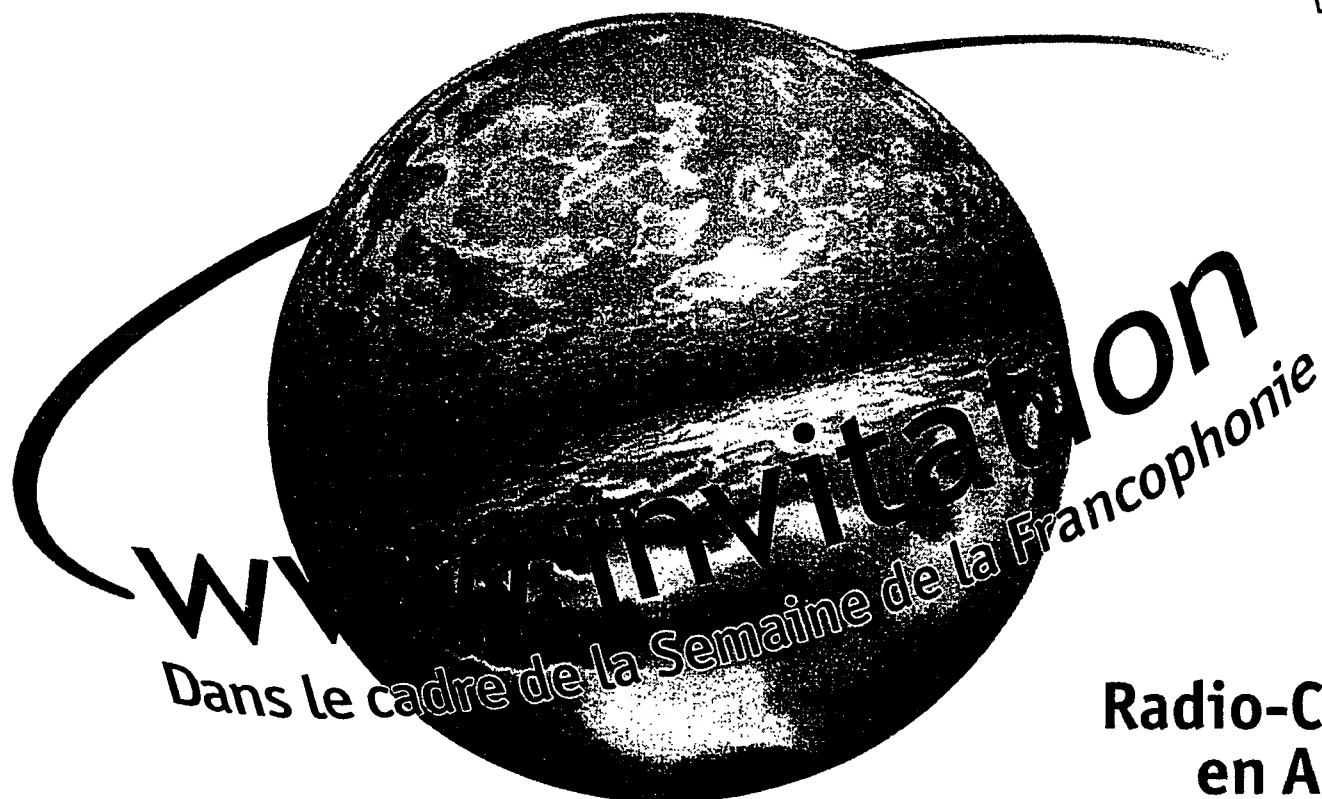
**Paul Dubé:** Quand on parle de promotion et de préservation, est-ce qu'on peut accepter qu'il y ait trop d'élèves dans les écoles françaises? C'est-à-dire qu'on ne peut pas accepter d'autres inscriptions car ces

écoles sont déjà remplies à capacité. Il y a donc un blocage au niveau des services offerts et les enfants sont obligés d'aller dans d'autres écoles. Donc au lieu de préserver et promouvoir, on est en train de restreindre et donc d'éliminer une partie de la communauté. C'est le cas, par exemple, de Maurice-Lavallée et de Sainte Jeanne d'Arc. Malgré la volonté du Conseil scolaire d'ouvrir d'autres écoles, l'argent manque pour ce genre de développement. Le gouvernement albertain a dernièrement mis à la disposition des Conseils scolaires une somme de 160 millions pour 75 commissions scolaires. Ce n'est vraiment pas beaucoup. Il existe un plan quinquennal du Conseil scolaire pour essayer d'assurer la construction d'écoles. Cependant, on est bloqué puisque pour ce faire il faut des sous. Le ministre devrait lire le jugement très attentivement et en étudier les implications. Évidemment la communauté doit essayer de l'aider à lire et à comprendre le texte.

En outre, on peut dire qu'il y a des écoles françaises dans les différents quartiers de la ville d'Edmonton mais il n'y a qu'une seule école non confessionnelle. De plus, elle est loin du centre francophone (le quartier Bonnie Doon). L'emplacement de cette école ne respecte pas la notion de

préservation et de promotion parce qu'il y a beaucoup de gens qui voudraient se prévaloir de ces services mais l'accessibilité n'est pas raisonnable. 60 minutes de déplacement, deux fois par jour n'est pas acceptable et contribue à empêcher l'inscription d'étudiants. Ceci porte préjudice non seulement à l'école mais aussi à toute la communauté. Les inscriptions triple-raient facilement si l'école était bien placée. On sait que le potentiel est énorme car on sait qu'environ cent élèves iraient à Gabrielle-Roy si celle-ci était mieux placée. Quand on parle de services éducatifs qui doivent être identiques à ceux de la majorité, c'est encore une clause que l'on pourrait invoquer. De plus, le gouvernement dit que pour qu'on ait d'autres fonds, il faudrait qu'on remplisse à capacité nos écoles et nos écoles sont remplies maintenant qu'à seulement 58%. Ceci, car le Conseil scolaire du Centre-nord gère des écoles un peu partout dans la province et que certaines écoles ont des taux de 28% alors que d'autres sont au-delà de leur capacité, en outre Gabrielle-Roy n'est pas dans le quartier. Le chiffre qu'on utilise ici pose problème, à partir de Summerside, il faut donc revoir l'article 23 et les obligations que

**(Mahé/Bugnet)**  
**suite en page 11...**



**Radio-Canada  
en Alberta  
inaugure son**

**NOUVEAU  
SITE WEB**

**Le mercredi  
22 mars  
à 16 h 30**

Au Salon des étudiants

Faculté Saint-Jean, 8406, rue Marie-Anne-Gaboury (91e Rue), Edmonton



**Radio-Canada  
Alberta**

**TOUT LE MONDE EST BIENVENU**

# Bizarre, bizarre, le temps

(EN) La tempête de verglas, l'inondation du Saguenay, les vagues de chaleur et les pluies torrentielles records... les conditions météorologiques exceptionnelles font partie des variations climatiques naturelles mais les recherches indiquent qu'elles pourraient devenir plus fréquentes et plus extrêmes au fur et à mesure que les émissions de gaz à effet de serre changent notre climat.

«Nous ne pouvons pas encore prouver que les conditions météorologiques exceptionnelles que nous avons connues récemment sont liées aux changements climatiques au niveau mondial, mais ce sont de bons exemples de ce qui pourra arriver plus souvent au fur et à mesure que le climat de la

planète se réchauffera», a déclaré Henry Hengeveld, conseiller scientifique principal d'Environnement Canada sur les changements climatiques. Si les modèles climatiques sont moins certains en ce qui concerne les détails des changements climatiques au niveau régional, certains des événements suivants donnent quelques indices sur ce que l'avenir nous réserve.

En 1999, Toronto a connu le mois de janvier le plus enneigé des 128 dernières années. Quatre tempêtes de neige ont frappé la ville en deux semaines, paralysant les transports publics et forçant les entreprises à fermer. La Colombie-Britannique a également connu des chutes de neige records en 1999,

certaines régions recevant entre deux fois et demie et trois fois et demie la quantité normale.

Que d'eau! Au cours du printemps 1999, les Prairies ont reçu 56 p.100 plus de précipitations que la normale et des terres agricoles habituellement sujettes à la sécheresse ont été inondées.

En juillet 1999, une tornade a frappé Drummondville au Québec alors qu'une tempête violente s'abattait sur Petawawa en Ontario, coupant l'électricité, arrachant des arbres et écrasant des véhicules et des maisons. On a enregistré des vents de 80 km/h et des bourrasques de 120 km/h. La méga-tempête de verglas qui a frappé la plus grande partie de l'est du Canada en janvier 1998 a été inhabituelle tant par

sa durée que par la quantité des précipitations. Six jours de pluie verglaçante et de grésil ont tracé un couloir allant de la baie georgienne à la baie de Fundy. En certains endroits, l'équivalent en eau des précipitations a dépassé 100 mm.

Le printemps, l'été et l'automne de 1998 ont été les plus chauds des annales canadiennes et l'hiver de 1998 a été le deuxième plus chaud. Entre décembre 1997 et novembre 1998, les températures moyennes ont été pour le Canada, supérieures de 2,5 °C à la normale et dans le District de Mackenzie dans les T.-N.-O., supérieures de 6,5 °C à la normale.

En juillet 1996, deux jours de pluies torrentielles ont inondé la région du Saguenay-Lac Saint-

Jean au Québec, détruisant 488 maisons, en endommageant 1 230 autres et forçant 16 000 résidents à évacuer les lieux. L'inondation a causé 10 décès et des dommages s'élevant à des centaines de millions de dollars. Certains endroits ont reçu l'équivalent d'un à deux mois de pluie en l'espace de 36 à 50 heures.

Entre novembre 1996 et avril 1997, la vallée de la rivière Rouge, au Manitoba, a reçu près de deux fois sa précipitation moyenne. À la fin d'avril, le dégel a changé la rivière Rouge en une «mer Rouge» d'une superficie de 2000 km<sup>2</sup>. L'inondation a causé des dommages de plusieurs millions de dollars et chassé de chez elles plus de 28 000 personnes.

## Les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada sont en vente jusqu'au 1<sup>er</sup> avril seulement.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA			Émission 14
5,25 %	5,75 %	6,25 %	Taux annuel composé de 5,74 % sur l'obligation C détenue pendant 3 ans.
An 1	An 2	An 3	
OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA			Émission 65
4,60 %*			An 1

Les émissions 14 et 65 sont en vente jusqu'au 1<sup>er</sup> avril

Le temps presse. Et les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada ne seront encore en vente qu'à l'automne prochain. C'est donc le moment ou jamais d'en acheter. Comme toujours, elles sont idéales pour faire fructifier votre portefeuille à l'abri des risques, et comportent un plus grand choix et plus d'options que jamais.

- Obligation d'épargne du Canada traditionnelle
- Obligation à prime du Canada : un nouveau produit à intérêt plus élevé
- Options REER et FERR sans frais
- Titres offerts à partir d'aussi peu que 100 \$
- Absolument aucuns frais
- Souscription par téléphone

La nouvelle Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an à la date anniversaire de l'émission et durant les 30 jours suivants. L'Obligation d'épargne du Canada traditionnelle, toujours aussi souple, est encaissable en tout temps. Avec l'option REER sans frais, vous profiterez de toute la sécurité des Nouvelles Obligations d'épargne du Canada en plus des avantages d'un REER.

Les deux titres sont garantis à 100 % par le gouvernement du Canada, avec une facilité d'achat jamais égalée à ce jour. Non seulement ils ne comportent absolument aucuns frais, mais aussi vous avez maintenant la possibilité pratique d'en souscrire par téléphone en composant le 1 800 575-5151. Et comme toujours, ils sont en vente dans votre institution bancaire ou financière.



NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA  
BÂTISSEZ SUR DU SOLIDE.

Canada

Désormais en vente par téléphone en composant le 1 800 575-5151.

Visitez notre site Web à [www.oec.gc.ca](http://www.oec.gc.ca) pour tout complément d'information.

\*Ce taux s'applique également aux Obligations d'épargne du Canada de l'émission 59, datée du 1<sup>er</sup> avril 1999, pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril 2000.

### LE TABAGISME CHEZ LES JEUNES

#### SAVIEZ-VOUS QUE :

- presque tous les nouveaux fumeurs sont des adolescents et près de 30 p. 100 commencent à fumer avant l'âge de 13 ans;
- il y a, au Canada, près d'un demi-million de jeunes fumeurs âgés de 15 à 19 ans;
- de tous les jeunes de 15 ans qui fument à l'heure actuelle, environ la moitié mourront de maladies reliées au tabac;
- ceux qui ont commencé à fumer à l'âge de 13 ans et qui fument en moyenne un paquet par jour, auront dépensé, rendus à l'âge de 30 ans, près de 20 000 \$ sur des cigarettes.

Source : Santé Canada



Le chemin de fer de l'Amérique du Nord

Mécaniciens ou mécaniciennes itinérants/es

Le Canadien National est à la recherche de candidatures pour combler des postes de mécaniciens ou de mécaniciennes itinérants/es à Edmonton et à Surrey.

**Responsabilités :** Entretien préventif et réparation de tous les modèles de véhicules automobiles et de camions du parc de véhicules du CN.

**Qualification :** Détenir un certificat professionnel valide de mécanicien de véhicules automobiles de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique, de mécanicien de machinerie lourde de l'Alberta ou de mécanicien de véhicules de transport commercial de la Colombie-Britannique. Ces deux certificats et un permis de conduire valide de classe 3 de l'Alberta ou de la Colombie-Britannique constituent un atout. L'examen médical de la Compagnie est obligatoire. Les titulaires doivent fournir l'outillage de base nécessaire à l'exécution de leurs tâches. Ils doivent être en mesure de rendre le matériel conforme aux normes provinciales.

**Conditions de travail :** Travail en atelier et sur le terrain à la demande (à l'extérieur).

**Salaire :** Salaire de base initial : 21,57 \$/heure ; programme d'avantages sociaux complet et concurrentiel. Le salaire et les avantages sociaux sont définis dans la convention collective.

**Date limite :** le 29 mars 2000

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae ou leur offre de service par la poste ou par télécopieur, en précisant que leur demande concerne le poste de mécaniciens ou mécaniciennes itinérants/es.

Bureau d'embauche du CN  
Tour CN, 19<sup>e</sup> étage  
10004, 104<sup>e</sup> Avenue  
Edmonton (Alberta) T5J 0K2  
Télécopieur : (780) 421-6693

Le CN remercie tous les candidats et les candidates de leur intérêt envers la Compagnie. Nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue.

Le CN, qui souscrit aux principes de l'équité en emploi, encourage toutes les personnes qualifiées à présenter leur candidature.

(Mahé/Bugnet)  
suite de la page 9...

ça impose au gouvernement qui doit à ce moment-là dispenser les fonds nécessaires pour la création ou le respect des dispositions de l'article 23.

**Le Franco:** Quelle est la marche à suivre maintenant? Comment s'y prendre pour que le ministre de l'Apprentissage, Lyle Oberg, soit sensible au jugement Summerside?

**Paul Dubé:** C'est toute la communauté qui est impliquée ici. Il y a déjà toutes sortes de campagne qui ont été mises en

oeuvre. Il y a une pétition de 700 noms qui va être déposée très prochainement. Il y a des cam-pagnes de lettres qui existent pour essayer de sensibiliser les ministres (le ministre de l'Apprentissage et le ministre de l'Infrastructure). Les comités de parents font des pieds et des mains pour communiquer avec leurs députés. La sensibilisation se fait donc. Il faut faire appel à une sorte de solidarité auprès de l'ensemble de la communauté parce que c'est l'avenir de la communauté qui est en jeu ici. Car il faut continuer à se développer, pas seulement au

niveau des nombres mais au niveau du fait français. Il faut que tout le monde s'implique pour écrire des lettres, téléphoner à leurs députés et pas seulement les parents d'enfants.

Pour terminer, ma plus grande déception c'est qu'il existe au sein de la minorité francophone, une autre minorité, qui est la minorité de parents qui préféreraient avoir une école non confessionnelle dans le cas de l'école Gabrielle-Roy. Cette minorité a attendu, après 1990, qu'on les appelle et qu'on leur demande de faire partie d'une communauté active et dynamique. Une communauté qui

s'était finalement donné des écoles. Cette minorité a été exclue comme la minorité francophone avait été exclue de la majorité anglophone pendant une centaine d'années. Ma plus grande déception c'est qu'on n'a pas été capable de dépasser une certaine vision pour inclure tous les membres de la communauté. C'est dommage qu'aujourd'hui on en soit toujours là et qu'aujourd'hui on n'ait pas une situation qui nous permette de faire partie d'un ensemble quelconque et de devenir solidaires les uns les autres pour donner une nouvelle vitalité ou une nouvelle vigueur à la francophonie.

## SAVEZ-VOUS QUE...

Servir les gens dans leur langue, par simple courtoisie!  
En 1969, le Parlement adoptait la Loi sur les langues officielles. En vertu de cette Loi, les institutions fédérales doivent offrir leurs services en français et en anglais, là où les concentrations démographiques rendent la chose raisonnable.



Devenez bénévole pour l'UNICEF

**FAITES-LE AUSSI POUR VOTRE ENRICHISSEMENT PERSONNEL**



Ma Hla Hla, Birmanie

Pour eux, comme pour vous!

Andrea Martin, Actrice et bénévole

**Unicef Canada**



1-800-268-3770

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

ACFA régionale Centralta  
Le 1er avril 2000 à 18h30  
à la salle paroissiale  
de Legal 4908 - 49 Avenue

Pour réserver vos billets,  
appelez Hélène ou Myriane  
au 961-3665

**Une soirée de meurtre et de mystère**

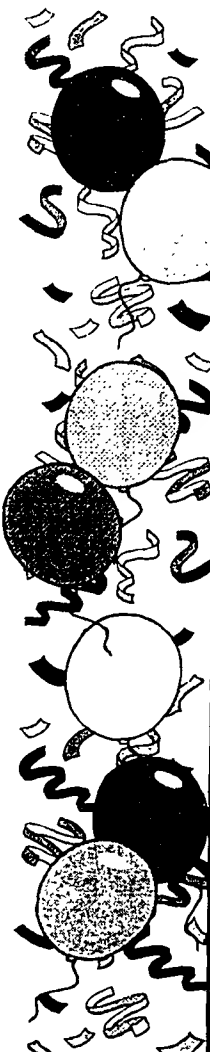
Prix: famille 24 \$  
adulte 8\$  
enfants moins de 12 ans 4\$

**Les jeux sont faits**

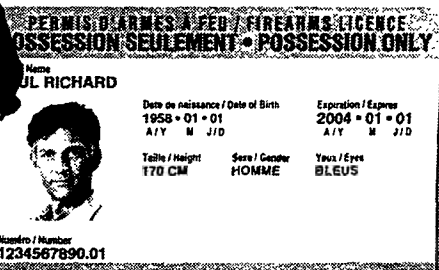
présentation 20h

Des productions de la toile de la Gouverneure Générale seront en vente sur place

Prix:  
reproduction: 100\$  
avec encadrement: entre 210\$ et 240\$

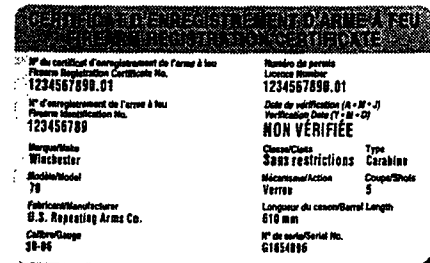
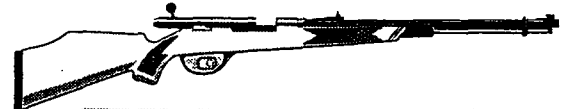


**3 choses que tous les propriétaires d'armes à feu doivent connaître concernant la Loi sur les armes à feu**

1 Un permis pour vous  
(un permis de chasse ne suffit pas)

Il vous faut un permis d'armes à feu en vertu de la Loi sur les armes à feu ou une AAAF valide pour posséder et enregistrer votre arme à feu.

## 2 Un certificat d'enregistrement pour votre arme à feu



## 3 N'oubliez pas d'entreposer votre arme à feu de façon sécuritaire.

Pour plus de renseignements, ou pour obtenir des formulaires et de l'aide à les remplir, composez le

**1 800 731-4000**

ou visitez notre site Web au [www.cfc-ccaf.gc.ca](http://www.cfc-ccaf.gc.ca)

**La sécurité des armes à feu, c'est l'affaire de tous.**

**Canada**

**Il est temps d'obtenir votre permis!**



Agence des douanes et du revenu du Canada Canada Customs and Revenue Agency

**Vous avez besoin d'aide pour remplir votre déclaration de revenus?**

Si votre situation fiscale est simple, nos bénévoles spécialement formés sont prêts à vous aider.

Ce service est gratuit et confidentiel.

Pour savoir si vous y avez droit, composez le :

1 800 959-7383

**Canada**



# Vive le monde des sorciers!

# la bouquinerie

Marie-Josée Roy

Cette chronique a été jusqu'à maintenant consacrée exclusivement à la littérature française ou à la littérature québécoise. Il n'a pas encore été question de traduction. L'exception n'étant pas la règle, je vais vous parler d'une série de livres qui connaît un succès monstre en librairie, la série *Harry Potter* de l'auteur britannique J. K. Rowling.

Vous en avez sûrement entendu parler. *Harry Potter* est un enfant ordinaire qui vit avec son oncle, sa tante et son cousin depuis la mort de ses parents. Il est maltraité par ceux-ci à la maison et par ses camarades de classe à l'école. Il lui arrive des choses qu'il peut difficilement expliquer mais qui ne font que lui attirer encore plus d'embêtements. La vie pour *Harry Potter* est difficile. Jusqu'au jour où on lui envoie un formulaire d'inscription pour l'école des sorciers.

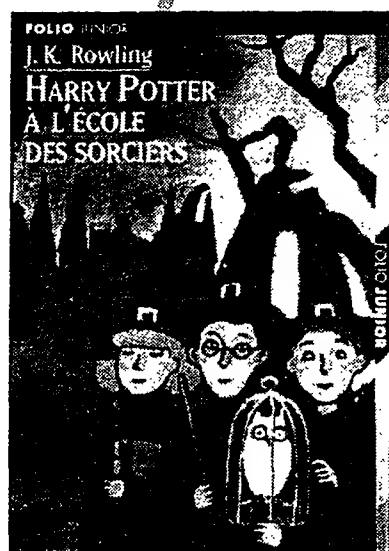
C'est ainsi que commence le premier volume de la série *Harry Potter*, *Harry Potter à*

*l'école des sorciers*. *Harry* découvre un monde parallèle à celui qu'il connaissait jusqu'à maintenant. Un monde où le courrier est livré par des hiboux, où les bonbons peuvent avoir des goûts de poubelles jusqu'aux saveurs les plus exquises, où il y a des capes d'invisibilité et des fantômes, où le sport national est un jeu joué en volant sur des balais. Poudlard, l'école des sorciers, telle que conçue par J. K. Rowling est un bijou d'imagination, de la liste de cours jusqu'aux personnages qui l'habitent. J. K. Rowling est aussi brillante au niveau de l'intrigue et du suspense. C'est un livre qu'on n'arrive pas à laisser tant on a envie de savoir ce que va se passer ensuite.

La même chose est vraie pour les deux autres tomes de la série: *Harry Potter et la chambre des secrets* et *Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban*. Cette série a tout pour plaire. Elle ravira petits et grands. La richesse de l'imagination, les rebondissements et

le rythme effréné de l'action en font des livres qu'on veut lire et relire. Les personnages ne sont pas parfaits, loin de là. Comme tout le monde, ils ont des hauts et des bas, ils vivent des émotions plus ou moins positives et ils font des erreurs. Les enfants restent des enfants, qu'ils soient à l'école des sorciers ou non. Leurs préoccupations sont les mêmes que celles des autres, c'est-à-dire, de ne pas se faire mettre à la porte de l'école, de jouer des tours sans se faire prendre. Ils sont curieux, ils veulent vivre des aventures et découvrir de nouvelles choses. Les notions de bien et de mal existent mais *Harry* et ses amis *Ron* et *Hermione* ne sont cependant pas là pour sauver le monde.

L'auteur explore aussi des concepts universels comme l'amitié, la loyauté, la peur et la joie. Ces livres sont un reflet de la vie contemporaine. Par exemple, le retour à l'école entraîne des dépenses pour l'achat des livres, du chaudron, des baguettes magiques, des



robes de sorcier et des chapeaux pointus, ce qui engendrent des difficultés financières pour les moins fortunés. Les élèves qui ne peuvent pas se permettre d'avoir tous les derniers gadgets à la mode sont ridiculisés. Il y a un ministère de la Magie qui régit les actions des sorciers et les empêche de se faire trop remarquer des non sorciers qui les entourent. J. K. Rowling a su créer un monde qu'on a hâte de retrouver (le quatrième volume de la série devrait sortir à l'automne). En somme, une série extraordinaire qu'il faut lire absolument.

Livres  
Dictionnaires  
Revues  
Journaux  
Logiciels  
Vidéos  
Jeux  
Cassettes  
Disques compacts

Nous accordons une attention spéciale aux tout-petits et aux étudiants

Heures d'ouverture: lundi au samedi de 9h30 à 17h30



## Les Rendez-vous de la francophonie

De retour cette année, les Rendez-vous de la Francophonie vous invitent à afficher vos couleurs et à célébrer la fierté francophone au sein de votre communauté. Le thème de cette année «La francophonie en personne» invite l'ensemble de la population canadienne à s'intéresser, en cette fin de millénaire, à quelques-unes des grandes personnalités francophones qui ont marqué notre histoire. Les activités des Rendez-vous de la Francophonie se dérouleront entre le 13 et le 26 mars 2000. Pour en savoir plus, consultez le site Internet: [www.rendezvousfrancophonie.com/francais/](http://www.rendezvousfrancophonie.com/francais/)



### Julie Payette

Date de naissance:  
20 octobre 1963  
Ville: Montréal  
Province: Québec  
Vocation: Astronaute



Photo: Agence spatiale canadienne

Julie Payette poursuit ses études primaires et secondaires à Montréal. Plus tard, elle obtient un baccalauréat international (1982) au United World International College of the Atlantic, au Pays de Galles (Royaume-Uni), un baccalauréat en génie électrique à l'Université McGill (1986) et une maîtrise en sciences appliquées de l'Université de Toronto (1990).

Ses études sont ponctuées de distinctions honorifiques: en 1980, elle est l'une des six récipiendaires d'une bourse cana-

dienne lui permettant d'étudier au International UWC of the Atlantic. Elle obtient la bourse Greville-Smith (1982-1986) de l'Université McGill (la plus haute distinction du 1er cycle). La faculté de génie (1983-1985) de McGill la nomme Faculty Scholar et lui décerne en 1986

son diplôme avec distinction. Elle reçoit, en 1988-1990, une bourse d'études supérieures du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada et du Massey College Fellowships de l'Université de Toronto. En 1994, le Conseil canadien des ingénieurs l'honore du prix Réalisation exceptionnelle pour un jeune ingénieur. Polyglotte, Julie Payette maîtrise le français et l'anglais et peut converser en italien, espagnol et russe. Pianiste et choriste, elle s'est produite avec le chœur de chambre de l'Orchestre symphonique de Montréal, avec le Placere Vocale de Bâle (Suisse) et le Taffelmusik Baroque Orchestra Choir (Toronto). De 1986 à 1992, Julie Payette travaille chez IBM Canada. Elle participe à un projet sur l'architecture d'ordinateurs à haute performance, elle est invitée à titre de scientifique par les laboratoires de

recherche d'IBM à Zurich (Suisse) et, par la suite, elle se joint à un groupe de recherche chez Bell Northern à Montréal.

En juin 1992, sa carrière prend un nouvel envol: elle est sélectionnée comme astronaute par l'Agence spatiale canadienne. Elle complète un entraînement de base au Canada, puis travaille comme conseillère technique pour le Système d'entretien mobile (MSS) de la Station spatiale internationale. Elle participe, de 1993 à 1996, à différents groupes de recherche (Interaction personne-ordinateur; Bureau des astronautes canadiens) et au traitement de la parole (OTAN). Elle complète des entraînements de vols en apesanteur, de plongée en eaux profondes et d'opérateur de vol aux instruments. Elle obtient ses qualifications de pilote sur le jet militaire Tutor à la base des Forces canadiennes

### Les Rendez-vous de la Francophonie

de Moose Jaw en Saskatchewan. En 1996. D'août 1996 à avril 1998, elle commence un entraînement de spécialiste de mission au Johnson Space Center (É.-U.).

En mai 1999, c'est le couronnement de sa carrière, elle réalise le rêve de sa jeunesse. Elle est membre de la mission STS-96 et s'envole à bord de la navette spatiale Discovery. Elle devient la première canadienne à visiter et à travailler à bord de la Station spatiale internationale. Julie Payette entre dans la légende et devient une source d'inspiration pour de nombreux jeunes.

Pour en savoir plus: Site Internet: <http://www.espace.gc.ca>



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Une association regroupant

24 journaux-membres  
d'un océan à l'autre  
dont votre hebdo favori





## OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE

L'une des plus importantes compagnies au Canada de vente de groupes motopropulseurs, de chaînes cinématiques et de pièces de direction est à la recherche d'un professionnel dévoué, énergique pour son équipe de vente. La personne choisie débutera à un poste de premier échelon pour apprendre les opérations de la compagnie comprenant :

**La gamme des produits**  
**La vente et le service à la clientèle**  
**L'interaction entre le département des pièces et celui du service**

**La personne idéale possédera les qualités suivantes :**

Connaissance et/ou intérêt dans l'industrie du camionnage ou de l'équipement lourd  
 Capacité de communiquer en français verbalement et par écrit

La personne choisie pourra accéder progressivement à des postes de responsabilité lorsque les opportunités se présenteront à l'intérieur de la compagnie. C'est une excellente occasion de commencer une carrière avec une compagnie reconnue qui a du succès.

**Les personnes intéressées à poser leur candidature peuvent envoyer leur curriculum vitae accompagnée d'une lettre de présentation à : Télécopieur : (780) 452-9910**

### (Harbour) suite de la page 3...

avant de développer des enquêtes très approfondies. Grâce à l'équipe de dépistage, on les a retrouvées.

Nombreux étaient ceux qui s'étaient réfugiés au Kenya. Contrairement à la Yougoslavie, la coopération des états africains était formidable, y compris de certains états qui étaient au départ sceptiques face à cette idée de tribunal international dont notamment le Kenya. Certaines arrestations se sont faites grâce aux autorités locales. Environ 35 personnes sont aujourd'hui en détention».

Malgré le travail qu'il reste à faire, ces tribunaux sont aujourd'hui des instruments indispensables qui font partie intégrante de l'arsenal de la paix. Ils auront dans un sens

servi de laboratoire pour la Cour pénale internationale permanente dont le texte a été accepté par 120 pays en juillet 1998 et qui attend la ratification de 60 états pour être mise sur pied. «C'est un phénomène qu'on n'avait pas vu depuis les grands procès de l'après guerre, les procès de Nuremberg et de Tokyo. C'est un processus qui est parallèle à d'autres efforts de reconstruction de sociétés profondément endommagées par des conflits armés».

Ayant la justice très à coeur, Louise Harbour est avant tout une partisane de la paix. Mais pour que cette dernière soit établie, il faut selon elle, passer par la réconciliation. Tâche loin d'être évidente quand des conflits ethniques déchirent les peuples comme dans le cas de l'ex Yougoslavie ou du Rwanda. Il est évident que c'est grâce au

travail assidu et au dynamisme de femmes de la trempe de madame Harbour que nous verrons poindre à l'horizon l'espoir de voir un jour la naissance d'un monde meilleur.

### MÊMES PROBLÈMES UNE SOLUTION LA SOLIDARITÉ



**1-888-234-8533**

[www.devp.org](http://www.devp.org)

**DÉVELOPPEMENT  
ET PAIX**

## OFFRE D'EMPLOI

La Chambre économique de l'Alberta (La CÉA) est à la recherche de candidatures pour le poste suivant:

### COORDONNATEUR (TRICE) DU REGROUPEMENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'EMPLOYABILITÉ (RDÉE)

Sous la direction du directeur général de La Chambre économique de l'Alberta (La CÉA), la personne choisie sera responsable de la création et de la coordination du Regroupement de développement économique et d'employabilité (RDÉE). Elle travaillera avec le comité consultatif du RDÉE (12 personnes) pour développer les plans stratégiques des quatre secteurs d'intervention : le tourisme, l'intégration de la jeunesse au développement économique, le développement rural/valeur ajoutée et l'économie du savoir. Elle devra aussi faire de la gestion de personnel.

#### QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE

- Détenir un baccalauréat ou un diplôme en commerce, en sociologie ou l'équivalent et/ou avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience pratique dans le monde des affaires et/ou de l'industrie (PME)
- Avoir une bonne connaissance de la communauté francophone de l'Alberta
- Avoir une connaissance pratique du tourisme, de l'économie du savoir et du développement rural (un atout important)

#### EXIGENCES

- Maîtriser le français et l'anglais parlés et écrits
- Être dynamique et avoir des idées innovatrices
- Avoir de l'entregent et de la diplomatie
- Être capable de faire des présentations en public
- Être capable de travailler avec des groupes de bénévoles en régions, avec la jeunesse et les gens d'affaires
- Être capable de gérer une équipe d'employés à distance
- Être capable de négocier avec des représentants des différents niveaux de gouvernement
- Être sensible aux différents types de besoins de la communauté

La personne choisie devra posséder les qualités essentielles et inhérentes à un tel poste.

Votre candidature doit être reçue avant le **vendredi 7 avril 00 à 16h.**

Toute candidature devra comprendre 5 références.

Lieu de travail : Edmonton (Alberta)

Entrée en fonction : le 1er mai 2000

Salaire annuel : À négocier selon les qualifications et l'expérience

Faire parvenir votre curriculum vitae et une lettre de présentation par courrier postal à l'adresse suivante :



**Comité de sélection**  
**La Chambre économique de l'Alberta**  
 206, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury  
 Edmonton (Alberta) T6C 3N1  
 ou par courriel à : [pbrault@lacea.ab.ca](mailto:pbrault@lacea.ab.ca)

Cette offre d'emploi est aussi disponible sur le site Internet de La CÉA : [www.lacea.ab.ca](http://www.lacea.ab.ca)

Nous remercions toutes les personnes qui ont répondu à cette offre d'emploi. Le comité de sélection ne contactera que les personnes choisies pour une entrevue. La Chambre économique de l'Alberta souscrit à l'égalité en matière d'emploi.

## Sous-ministre adjointe ou sous-ministre adjoint, Service météorologique du Canada

*Environnement Canada*  
**OTTAWA (ONTARIO)**

*Si vous vous sentez d'attaque pour diriger le plus important organisme en sciences atmosphériques au pays, dont les activités contribuent à la santé, à la sécurité et à la prospérité économique de tous les Canadiens et Canadiennes, ce mandat de cadre supérieur est pour vous.*

Le Service météorologique du Canada (SMC) est un organisme national indispensable qui fournit de l'information, des prévisions et des avertissements météorologiques à la population canadienne, aux industries dont les activités sont vulnérables aux conditions météorologiques, aux gouvernements et à d'autres clients de premier plan. Le SMC dispose de l'un des modèles informatiques les plus estimés au monde pour ses capacités de prévoir l'incidence des changements climatiques; il possède également des modèles de qualité de l'air pour les villes et effectue de la recherche sur l'incidence des changements climatiques. À ce poste de cadre supérieur, vous devrez assumer la gestion d'un budget opérationnel d'environ 200 millions de dollars et d'un effectif de 1 500 employés et employés, fournir des directives fonctionnelles à six régions dans une structure matricielle, ainsi que veiller au fonctionnement ininterrompu d'un service météorologique d'un océan à l'autre et d'un système mondialement intégré. Dans le cadre d'une approche dynamique, vous devrez définir le programme et les priorités du SMC en matière de recherches scientifiques, représenter le SMC à l'échelle nationale et internationale, négocier des ententes bilatérales et multilatérales concernant les échanges de renseignements et de données, fournir des conseils scientifiques sur les questions atmosphériques (changements climatiques, smog, etc.) et coordonner les activités du SMC avec les efforts internationaux de recherche scientifique dans des domaines tels que les changements climatiques, le réchauffement de la planète et la pollution de l'air. Vous toucherez un salaire variant entre 107 100 \$ et 126 000 \$.

Votre feuille de route fait état d'antécédents professionnels réussis dans la gestion d'une vaste organisation opérationnelle à vocation scientifique, de préférence dans le domaine des sciences atmosphériques ou des sciences physiques connexes, à quoi s'ajoute un diplôme universitaire dans un domaine relatif aux sciences atmosphériques, à l'hydrologie, à l'océanographie ou dans une discipline connexe. Vous êtes un ou une chef d'équipe éprouvé(e) avec de solides aptitudes en communications, capable de définir une vision claire et de favoriser un environnement de travail propice à une participation active au processus décisionnel.

Il s'agit d'un poste à dotation non impérativement bilingue (français/anglais). Remarque : Une vérification « très secrète » de la fiabilité sera effectuée avant la nomination.

Si ce rôle de direction au caractère unique vous intéresse, vous pouvez, d'ici le 3 avril 2000, poser votre candidature par courriel ou faire parvenir votre curriculum vitae, en démontrant que vous répondez aux critères susmentionnés en matière d'études et d'expérience et en indiquant clairement votre citoyenneté ainsi que le numéro de référence 99-TLN/ADM-OC-04, à l'adresse suivante : Le Réseau du leadership, 122, rue Bank, 3<sup>e</sup> étage, C.P. 3431, succursale D, Ottawa (Ontario) K1P 1H3. Télécopieur : (613) 943-5524. Courriel : [ldaoust@tlm-lrl.gc.ca](mailto:ldaoust@tlm-lrl.gc.ca). De plus amples renseignements seront fournis sur demande.

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence sera accordée aux citoyennes et aux citoyens canadiens.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

*This information is available in English.*



Gouvernement du Canada  
 Le Réseau du leadership

Government of Canada  
 The Leadership Network

**Canada**

**J. LOUIS BAILLARGEON**

B.E.S., M. ARCH.

SERVICES TECHNIQUES EN ARCHITECTURE,  
PLANIFICATION ET DESSEIN.TEL. (780) 487-6225  
TÉLÉC. (780) 487-7282**JLB RESIDENTIAL DESIGN**

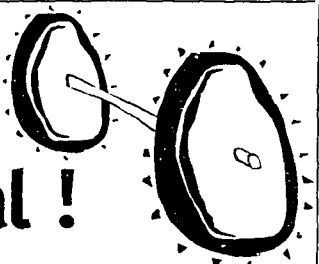
8427 - 189 RUE. EDMONTON ALBERTA T5T 4Z4



## Donnez du «muscle» à votre moral !

Quand le monde vous pèse, soulevez  
des poids et haltères. L'exercice  
physique remonte le moral !

Défi santé :  
notre  
responsabilité  
à tous !

avec **PARTICIPATION**

## Salon du Livre

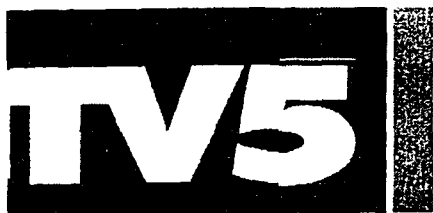
Le Carrefour

Bientôt  
chez-vous!

Sera au théâtre de La Cité des  
Rocheuses, 200, 4800 Richard Rd  
S.O. Calgary  
les 23 et 24 mars 2000

mardi 23 mars: de 13h00 à 20h00  
mercredi 24 mars: de 10h00 à 20h00

Info: Ann Boiteau au 403-571-4000



Semaine du 25 mars

### BOUILLON DE CULTURE AU SALON DU LIVRE DE PARIS

Dimanche 26 mars à 19h15  
Lundi 27 mars à 10h15  
Vendredi 31 mars à 23h45

Cette année, le Portugal est le pays hôte du Salon  
du livre de Paris, un des plus importants salon  
littéraire d'Europe. Pour l'occasion, Bernard Pivot y  
a installé son plateau afin de réunir quelques-uns  
des plus grands auteurs portugais qui nous parleront de leur pays. Une  
excellente façon de découvrir une autre culture...sans quitter son salon!

Bernard Pivot

### LA VIE À L'ENDROIT LES PLAISIRS DU PALAIS

Lundi 27 mars à 17h30  
Mardi 28 mars à 22h15  
Mercredi 29 mars à 10h30

La bonne chère, péché mignon des Français ?  
Sans aucun doute, et c'est pour décortiquer cette  
passion gustative que Mireille Dumas convie  
grands chefs, restaurateurs et épicuriens avertis  
sur le plateau de LA VIE À L'ENDROIT. Un tour de  
table et un tour de France en compagnie de gens bien dans leur  
assiette, les plaisirs du palais vous mettra l'eau à la bouche...

Mireille Dumas



L'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet.

www.tv5.org

## DONNEZ À QUELQU'UN UNE DEUXIÈME CHANCE!

Discutez du don d'organes avec votre famille et signez votre carte de donneur dès aujourd'hui.

LA FONDATION CANADIENNE DU REIN

## SALON DE L'EMPLOI 2000

Étudiant.e à temps plein  
Francophone ou bilingue Âgé.e de 16 à 29 ans

Tu veux travailler cet été ou à mi-temps cette année?

Rends-toi au Centre de carrières  
Apportes plusieurs copies de ton résumé  
25 à 40 employeurs t'y attendent!

Le 1<sup>er</sup> avril de 10h00 à 16h00  
À la Cité des Rocheuses  
4800 Chemin Richard Rd. S. O.  
Calgary

Coordonnatrice:  
Suzanne (403) 293-9117

Et... tu pourrais  
gagner...

un séjour à Québec,  
avec emploi d'été!

\*\*Réservé aux 18 ans et plus  
Grâce à GID -  
Québec et Le ROCC Inc. de Calgary



Éducation francophone

### Conseil scolaire Centre-Nord

est à la recherche de

QUATRE AGENTS DE RECRUTEMENT  
ET DE PROMOTION  
(10 heures par semaine)

- un agent pour l'école Père-Lacombe
- un agent pour l'école Notre-Dame
- un agent pour l'école Ste-Jeanne-d'Arc
- un agent pour l'école Gabrielle-Roy

#### Exigences requises :

- Expérience préalable en recrutement, vente, publicité et/ou marketing et/ou relation publique.
- Facilité à travailler en équipe dans un environnement scolaire.
- Flexibilité d'horaire de travail.
- Connaissance du français et de l'anglais.
- Connaissance du milieu éducatif et minoritaire.
- Possession d'un véhicule.

#### Tâches :

- Localiser et rencontrer les parents d'enfants francophones d'âge préscolaire et scolaire.
- Décrire le programme scolaire offert dans nos écoles.
- Travailler de près avec les directions d'écoles.
- Assister l'école avec ses activités de promotion.
- Participer à une journée de formation.

#### Durée du contrat :

Fin mars à juin

#### Rémunération :

Montant de base plus prime de performance.

Faire parvenir votre curriculum vitae  
avant mercredi le 22 mars 2000 à 16 heures à  
Marie-Josée Roy

Conseil scolaire Centre-Nord  
301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury  
Edmonton AB T6C 3N1

Téléphone : 468-6440 Télécopieur : 440-1631  
adel : mjroy@csn.ab.ca



Faveurs obtenues - MERCI  
MON DIEU. Dites 9 fois "Je vous  
salue Marie" par jour durant 9  
jours. Faites 3 souhaits, le 1er  
contenant les affaires, les 2  
autres pour l'impossible. Publier  
cet article le 9e jour, vos souhaits  
se réaliseront même si vous n'y  
croyez pas. Merci mon Dieu.  
C'est incroyable mais vrai.

L.B.

## Le Franco

apporte dans vos foyers chaque semaine  
des nouvelles intéressantes  
et à la fine pointe de l'actualité  
dans les domaines suivants :

- Nouvelles nationales, provinciales,  
régionales et locales.
- Activités culturelles, communautaires,  
sociales, éducatives, économiques  
et jeunesse

Le Franco, VOTRE hebdo saura  
certainement intéresser tous  
les membres de votre famille !

201, 8527 - 91e Rue  
Edmonton (Alberta) T6C 3N1  
tél.: (780) 465-6581 - Téléc. : (780) 469-1129  
http://francalta.ab.ca/commun.htm  
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

Le Franco - un partenaire fidèle du développement et  
de l'épanouissement de la communauté francophone de l'Alberta



## PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 \$ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50\$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 780-465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1  
Tél.: 780-465-6581

### Paroisses francophones

#### Messes du dimanche

#### CALGARY

Ste-Famille  
1719- 5 Rue S.O  
samedi: 17h  
dimanche: 10h30

#### CENTRALTA

Legal  
Paroisse St-Emile  
Dimanche: 11h00

St-Albert  
Chapelle  
Connelly-McKinley  
9, Muir Drive  
Dimanche: 10h

#### EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin  
8410-89<sup>e</sup> Rue  
Samedi: 16h30  
Dimanche: 9h30 et 11h

Immaculée-Conception  
10830-96<sup>e</sup> Rue  
Dimanche: 10h30

St-Anne  
9810-165<sup>e</sup> Rue  
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim  
9928-110<sup>e</sup> Rue  
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital  
4905-50<sup>e</sup> Rue  
Dimanche: 9h30

#### ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore  
Dimanche: 11h30

#### ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi  
à 19h30  
Dimanche: à 9h30

### Le Franco sur le Net:

[www.francaalta.ab.ca/communic.htm](http://www.francaalta.ab.ca/communic.htm)



**Paulette Maitais, B.Ed., M.A.**  
AGENTE IMMOBILIÈRE



**A.L.L. Stars Realty Ltd.**  
312 Saddleback Road  
Edmonton, Alberta T6J 4R7  
Bureau 403-434-4700  
Téléc.: 403-436-9902  
Courriel: c21edm@aol.com

### DR R.D. BREAU LT D E N T I S T E

**Strathcona Medical Dental Bldg.**

Pièce 302, 8225- 105<sup>e</sup> Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2

Tél.: 780-439-3797

### Dr J. Georges Sabourin

B.A., M.D., F.R.C.S.(C)

303 Hys Centre • 11010- 101<sup>e</sup> Rue  
Edmonton, Alberta T5H 4B9

Obstétricien

Tél.: 780-421-4728

Gynécologue

### CADRIN DENTURE CLINIC

**Bernard Cadrin**

Édifice G.B. 9562- 82<sup>e</sup> Avenue  
Edmonton, Alberta T6C 0Z8  
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 780-439-6189

Rés.: 780-465-3533

### Dr Léonard Nobert

Dentiste

54 rue St-Michel, St-Albert, Alberta T8N 1C9  
Téléphone: 780-459-8216

### DR COLETTE M. BOILEAU-GAUTHIER DENTISTE

350, West Grove professional Bldg.  
10230- 142<sup>e</sup> Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6  
Tél.: 780-455-2389

### McCuaig Desrochers BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

*Au service de la francophonie albertaine*

2401 Toronto Dominion Tower  
Edmonton Centre N.W.  
Edmonton Ab T5J 2Z1

Tél.: (780) 426-4660

Téléc.: (403) 426-0982

### DUROCHER SIMPSON A V O C A T S

Service personnalisé et efficace  
d'une équipe d'avocats expérimentés

EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place,  
10060 avenue Jasper, Tél.: 780-420-6850

MORINVILLE: 10201 100 Avenue, Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

**Érablière Lachance.** Placez vos commandes pour tous vos besoins de produits d'érable avant le 30 mars 2000. Contactez Daniel au (780) 465-6019 ou (418) 593-3439, visitez notre site: [www.compumart.ab.ca/maple](http://www.compumart.ab.ca/maple) syrup (2-4)

## Il faut que ça bouge!

Ballon-panier, promenade, camping, canot... les Canadiens qui s'activent tous les jours ne s'en portent que mieux!  
Que ferez-vous aujourd'hui?

Défi santé:

notre

responsabilité

à tous!

avec

PARTICIPATION



#### GARDIENNE FRANCOPHONE

(français langue maternelle) toute douce et gentille pour garder 2 charmantes petites filles (1 an et 5 ans) à notre domicile. Qualités requises: être disponible à long terme, expérience, mature, patiente, fiable et prudente, toute douce et gentille qui portera à coeur le bien-être de nos 2 petites filles. Heures de travail: 8 h à 17 h, 5 jours par semaine. Veuillez faxer votre c.v. ainsi que des références au 944-0171 ou appelez Céline au 944-4848.

### Studio Hébert

(780) 463-0998

9218 - 95 rue, Edmonton, AB  
Email: [michellehebert@home.com](mailto:michellehebert@home.com)

### Cours de piano

Appelez: Michelle Hébert  
M. Mus, ARMTA

### PRIÈRES

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT, la PRÈRE ST-JUDE et la PRIÈRE à Mère Térésa. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75\$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retournez le tout à:

LE FRANCO  
8527, 91e Rue  
Edmonton (AB)  
T6C 3N1



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système  
**Fabri Zone**

Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin Service (24 heures)  
8829 - 95e Rue 426-6625  
Edmonton, Alberta Rés.: 468-3067  
T6C 3W6 Téléc.: 463-2514

### Leduc Chrysler Jeep

Réciendaire du prestigieux  
"PRESIDENT'S CHALLENGE AWARD"

pour l'excellence des ventes, de la vente des pièces et du service après vente, représentant la plus haute distinction pour la satisfaction complète de la clientèle!

LUC DOUCET,  
représentant des ventes  
Tél.: rés.: 986-0262

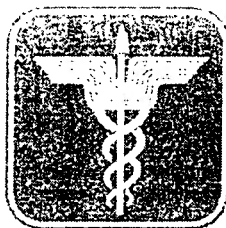
FRANÇOIS THIBAUT,  
représentant des ventes  
Tél.: rés.: 986-2344

6102 46A Rue Leduc (AB) T9E 7A7  
Tél.: 986-2051 - sans frais 1-800-355-8933, Fax: 986-1486

#### Petit ou gros bobo

#### Le Secteur santé à votre service

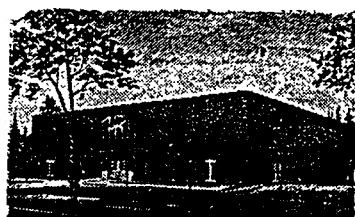
- Répertoire de professionnels
- Réseautage
- Page Web
- Renseignements, ressources
- Promotion des services sociaux et de santé en français



ACFA provinciale  
Diane Conway, directrice,  
Secteur santé  
(780) 466-1680 poste 208  
[www.francaalta.ab.ca/acfa/sante](http://www.francaalta.ab.ca/acfa/sante)  
sante@francaalta.ab.ca

### Connelly McKinley Ltd.

Salon Funéraire



10011 - 114<sup>e</sup> Rue  
Edmonton, Alberta  
422-2222

9, Muir Drive  
St-Albert

256, rue Fir  
Sherwood  
Park

458-2222

464-2226



# Procurez-vous ImpôtRapide<sup>MC</sup> dès aujourd'hui à votre Bureau de poste.

**Des timbres et bien plus !**



Pour trouver le Bureau de poste le plus près de chez vous, visitez [www.postescanada.ca](http://www.postescanada.ca)  
ou composez le 1 800 267-1177.

\*Détails dans les Bureaux de poste participants.<sup>MC</sup> ImpôtRapide est une marque de commerce de Intuit Inc.